

# Plus



**L'angoisse de la poudre blanche**  
Judith Lachapelle passe le terrible *Bacillus anthracis* sous le microscope  
Pages 6 et 7

## La plume et le canon

Daniel Lemay décortique la relation tordue entre journalistes et militaires  
Page 3

## L'arsenal juridique canadien

Les lois peuvent-elles combattre efficacement le terrorisme?  
Une analyse de Gilles Toupin, Page 5

La Presse

CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 20 OCTOBRE 2001



Photo AFP  
Tout en poursuivant leurs activités régulières, ces étudiants d'Islamabad – ainsi que les Pakistanais en général – discutent ferme lorsqu'il s'agit de l'appui du président Pervez Musharraf aux États-Unis dans la guerre au terrorisme. Un match serré qui divise la population en deux clans presque égaux.

# Le Pakistan déchiré



**MICHÈLE QUIMET**  
envoyée spéciale  
**AU PAKISTAN**

*Depuis le début des frappes alliées sur l'Afghanistan, le Pakistan est un pays profondément divisé. Une partie de la population appuie le président Pervez Musharraf qui s'est rangé du côté des États-Unis. D'autres analysent la situation d'un*

*autre oeil : les États-Unis ne sont pas en guerre contre le terrorisme, disent-ils, mais plutôt contre l'Islam. Notre journaliste est allée à la rencontre des deux camps. Portrait d'une poudrière qui pourrait exploser avant longtemps.*



Il est 18 h et un gros soleil jaune strié de rouge se couche tout doucement sur Rawalpindi. Autour du grand bazar, l'atmosphère est fébrile et dans les rues étroites, les autos se frôlent en jouant du klaxon.

Les Pakistanais font leurs courses et ils s'arrêtent parfois devant un marchand ambulancier pour avaler sur le pouce des fruits arrosés de yogourt en échange de quelques roupies. Pendant que le marchand chasse mollement les mouches avec un vieux chiffon, les gens discutent et se plaignent sur un ton badin. Ils adorent se plaindre. De tout : des grèves, du prix du sucre, de la chaleur et des Américains qui bombardent leur pays frère, l'Afghanistan.

Personne ne porte de veston-cravate ou de robe qui trahit la coupe occidentale. Tous revêtent le costume traditionnel, le shalwar-kafmeez, une longue tunique qui se porte par-dessus un pantalon large qui flotte sur les sandales. Les femmes jettent parfois discrètement un voile léger sur leurs cheveux, mais la plupart du temps, elles se promènent tête nue.

Les façades croupissantes des bâtiments qui entourent le bazar sont tapissées d'affiches criardes, tape-à-l'oeil. Comme la plupart des villes asiatiques, Rawalpindi est désordonnée, grouillante, surpeuplée et formidablement vivante : quatre millions de personnes s'entassent dans cette cité populaire située à une dizaine de kilomètres d'Islamabad, la sage et morne capitale du Pakistan.

Le vendredi, jour de prière pour les musulmans, Rawalpindi gronde de colère et les gens sortent dans la rue pour protester contre les frappes américaines. La semaine, c'est le bazar, le coeur de la ville, qui gronde. Dans cette marmite où environ 3000 marchands vendent des tissus, de la vaisselle, des parfums, des bijoux, des radios ou des clous, le président du Pakistan, Pervez Musharraf, n'a pas beaucoup d'alliés. Sa décision de laisser tomber l'Afghanistan pour appuyer sans réserve les Américains dans leur lutte contre le terrorisme choque.

Dans l'échoppe de Qadeer Ahmed, les hommes prennent le thé en attendant les clients. Des mor-

ceaux de tissu s'empilent jusqu'au plafond, un ventilateur brasse paresseusement l'air chaud et des néons éclaboussent la pièce d'une lumière crue.

« L'Afghanistan est tellement pauvre, les gens n'ont rien, s'indigne Qadeer Ahmed en avalant une gorgée de thé trop sucré. Comment les Américains, avec leurs puissants missiles, peuvent-ils attaquer ce pays ! Ne voyez-vous pas les images à la télévision, tous ces enfants afghans blessés par les bombes ? »

Tous disent la même chose, répètent le même discours. Que ce soit Mohammad Ashraf qui vend du tissu, son fils Yasir qui travaille avec lui, Atiq Rehman, le vendeur de sucreries, ou Waseem Raja qui achète de la vaisselle avec sa femme, sa petite fille et sa belle-mère. Ils sont indignés, humiliés, choqués. Le Pakistan et l'Afghanistan sont des pays jumeaux. En frappant les Afghans, les Américains blessent du même coup les Pakistanais. Dans leur coeur. Ils encaissent durement l'onde de choc.

Pour eux, Oussama ben Laden n'est pas le terroriste décrit par Washington mais un héros traqué par la puissante — trop puissante — machine de guerre américaine. Les États-Unis ne sont pas en guerre contre le terrorisme, disent-ils, mais contre l'Islam.

Les marchands ont d'ailleurs donné de l'argent à des organisations islamiques qui viennent en aide aux réfugiés afghans, aux victimes de la guerre et aux talibans. En faisant le tour des échoppes, le président du bazar a facilement ramassé 50 000 \$ US.

### Sur le campus

À un jet de pierre de Rawalpindi, sur l'immense campus de l'Université Quad-e-azam d'Islamabad, le discours est plus feutré, moins enflammé, mais pas besoin de gratter très fort pour trouver,

sous le vernis intellectuel, la colère et l'indignation.

Bilal, étudiant en économie, contient mal son agressivité. Il porte des grosses lunettes fumées qui lui mangent les yeux. Assis sur le gazon avec des camarades, il ne se laisse pas distraire par les rayons du soleil qui jouent sur son visage.

« Vous les Occidentaux, vous n'avez rien compris au véritable esprit de l'Islam. Vous décrivez notre religion comme si c'était le diable. Un petit groupe a exploité le nom de l'Islam en envoyant des avions bourrés de passagers se fracasser sur les tours du World Trade Center. Vous mélangez tout ! Jusqu'à preuve du contraire, ben Laden est innocent. Pourquoi les Américains ne montrent-ils pas les preuves qu'ils détiennent contre lui ? »

Voir PAKISTAN en B2

YVES BOISVERT

yboisver@lapresse.ca

# De retour après l'anthrax

NEW YORK — Des millions de personnes à New York travaillent en ce moment à réconcilier les deux phrases les plus souvent prononcées ces cinq dernières semaines : « Le monde ne sera plus jamais le même » et « La vie doit reprendre son cours normal ». Vaste programme.

Quand on sort du taxi, près du quartier général de la police, on voit ce centre d'aide aux victimes — physiques, psychologiques, économiques — des attentats. On est à cinq rues de Ground Zero, mais on est pris à la gorge par cette odeur... On dirait de brûlé... mais cela sent la mort.

Mercredi, 8000 personnes au chômage depuis le 11 septembre sont allées à une foire de l'emploi au Madison Square Garden.

La vie ne reprend pas son cours pour tout le monde, mais on essaie. Il y a dans East Village un restaurant tenu par une aristocrate italienne déchu. Disons plutôt déshéritée : quand elle a annoncé à ses parents qu'elle allait marier un Noir new-yorkais, ils l'ont mise devant le choix : c'est lui ou la famille. Béatrice a choisi le gars. Et aussi New York.

On peut naître new-yorkais, mais le plus souvent, on choisit de le devenir. Quand on a choisi aussi obstinément, aussi amoureuxment, on n'a même pas dans l'idée de quitter. Charbon ou pas.

Pour aller où ? Non, ce qu'il faut, c'est continuer. Et aider les autres à continuer. C'est une lourde tâche, ces jours-ci, mais très importante, que de gagner sa vie à rendre celle des autres un peu plus douce. Douce de saveurs romaines, douce d'un maximum d'atmosphère et d'un minimum d'éclairage.

L'association de restaurateurs assez branchés à laquelle appartient Béatrice constate que non seulement les restaurants sont à moitié vides, mais qu'en plus, l'atmosphère

est souvent morose. Il a été résolu par l'association de demander aux restaurateurs de monter la musique d'un cran. Pourquoi ? Pour enterrer les conversations trop lugubres.

Pour changer l'atmosphère. On fait ce qu'on peut...

Dick Walsh, un artiste québécois qui vit à New York depuis sept ans, gagne sa vie à organiser des fêtes. Des mégafêtes. À l'hôtel de Madonna à Miami. Ou pour une grosse maison de disques après les Grammy Awards à New York. Ou au mariage de Céline Dion (le premier !). Les grands magasins de New York l'appellent aussi pour faire leurs vitrines. Ou alors c'est un musée qui lui demande de faire un événement.

Disons que depuis cinq semaines, il n'y a pas eu beaucoup de fêtes à New York. La vitrine de chez Macy's est noire. Les autres ont des drapeaux américains. Pas de citrouilles, cette année.

Évidemment, tous ses contrats ont été annulés. « Le responsable de chez Barny's m'a dit : tu sais, c'est rouge, blanc, bleu, en ce moment, alors on n'aura pas besoin de toi. »

De toute manière, Dick Walsh était tellement ébranlé après quatre jours passés sans téléphone, à nettoyer son appartement plein de suie (il est pourtant à un kilomètre de Ground Zero), et à envoyer, chez des amis, des courriels pour rassurer ses connaissances, il était tellement sonné, donc, qu'il songeait à revenir vivre au Québec. Une semaine de vacances lui a suffi : « Je ne voulais pas vivre dans un état de fuite, dans la peur. Alors je suis revenu. Maintenant je suis capable de voir les choses plus calmement. »

« Tout le monde dit que le monde ne sera



jamais plus le même. Ça ne veut rien dire, concrètement : il faut que tu paies ton loyer, peut-être que tu as une chicane avec ta blonde, tu te lèves pour travailler... C'est la même chose. Bien sûr,

dans nos têtes aussi il y a eu une explosion, et on n'a pas ramassé tous les morceaux. Dans les conversations privées, c'est là. En affaires aussi. On m'a dit : vous savez, à cause du 11 septembre, les budgets sont plus petits. Moi je réponds : à cause du 11 septembre, j'ai perdu beaucoup, je facture le double ! »

Les gens ont-ils peur ? Ceux que l'on rencontre vous disent non. Mais voilà bien une mauvaise mesure : ceux qui ont peur ne sont déjà plus ici pour répondre. Il y a en tout cas un mot d'ordre officiel : ne pas avoir peur. Ou plus exactement, ne pas le montrer.

Dans les médias, chaque manifestation de peur, ou d'apparence de peur, est descendue en flammes. Mercredi, après que l'on a découvert le bacille du charbon au Capitole, la Chambre des représentants a décidé de fermer boutique. Le Sénat, au contraire, a fermé ses bureaux, mais a continué ses délibérations, en signe de défi. Pour être conséquent, également : comment dire à tout le monde de reprendre le cours de sa vie pour ensuite plier devant un début de menace ?

Le lendemain, en première page du très subtil *New York Post*, on apercevait la photo des leaders de la Chambre avec en gros titre : *Wimps*, que l'on pourrait traduire librement par « Moumounes ».

Au contraire, Lisa Beamer, la veuve d'un homme d'affaires mort dans le vol 81, en Pennsylvanie, est une sorte d'héroïne : elle a repris le même vol que son mari n'a pu com-

pléter ; sachant ce qui l'attendait, il avait attaqué les terroristes avec d'autres passagers.

Hier, c'était au tour du gouverneur George Pataki d'être attaqué. L'on a trouvé la bactérie de la maladie du charbon dans ses bureaux de New York, lundi. Il a aussitôt commencé un traitement au Cipro, cet antibiotique anticharbon, tout en n'ayant aucun symptôme et en n'ayant même pas subi de test de dépistage. Le même gouverneur, comme tous les responsables, recommandait pourtant fortement à la population de ne pas entreprendre de traitement préventif. Mais dans son cas, ce sont les responsables de la santé publique qui en ont fait la recommandation. Le maire Rudolph Giuliani, lui, s'est pressé de déclarer que malgré de tels avis, il refuse de prendre du Cipro préventivement.

Chez les artistes aussi, il y a les bons et les peureux. Paul McCartney, l'ex-Beatle, donne avec plusieurs mégastars un concert bénéfice ce soir au Madison Square Garden. Ceux-là sont des bons. Il y aura 5000 pompiers et l'on s'attend à une foule record.

Mais l'on n'a pas manqué de noter que les actrices Drew Barrymore et Heather Graham, qui avaient des engagements à New York, ont subitement annulé... et sont apparues à Los Angeles. Liza Minelli, qui devait prendre l'avion pour aller à un concert-bénéfice en Californie, n'ira pas : « Quoi, je vais risquer ma vie pour une f...ing chanson ? »

« Elles sont bruyantes quand il s'agit de défendre le droit des animaux de ferme de ne pas être transformés en steak haché, mais maintenant que les humains ont besoin d'elles, où sont-elles ? » demande une critique.

De retour à la vie « ordinaire » après le 11 septembre ? Après l'anthrax ? Oui. Mais dans les têtes, dirait-on, ça fume encore.

# Cipro contre Viagra



MATHIEU PERREULT

de se propager au nord, constate notre journaliste.

Secoués, les États-Unis sombrent dans une contagieuse paranoïa qui menace



La peur du terrorisme prend des allures parfois funestes aux États-Unis. Un immigrant indien, Balbir Singh Sodhi, a été tué devant cette station-service de Mesa en Arizona, le 17 septembre, par Frank Silva Roque, un américain islamophobe qui l'a pris pour un musulman.

L'antibiotique contre la maladie du charbon Cipro déloge le stimulant érectile Viagra au palmarès des médicaments. Un pilote de ligne agite d'un air menaçant une hache devant ses passagers, pour décourager d'éventuels terroristes. Des fêtes et festivals sont annulés, moitié par respect pour les victimes du 11 septembre, moitié par peur des attentats. Des gens apportent leur combinaison ignifuge au travail dans un gratte-ciel. Des prophètes de malheur appellent à la rédemption sur les ruines du World Trade Center. Les évacuations d'édifices se multiplient sous la menace du bioterrorisme. Des musulmans sont congédiés, agressés.

Plus d'un mois après les attentats terroristes, l'Amérique du Nord n'en finit plus de s'inquiéter. Les États-Unis, en particulier, connaissent des situations inimaginables il y a 40 jours. Quelques histoires marquantes illustrent bien le changement irréversible que la menace terroriste a causé.

L'hebdomadaire *New Yorker* relatait récemment le discours volontariste du commandant du vol 564 de United Airlines qui a décollé le 15 septembre de Denver, à destination de Washington. « Les portes sont maintenant fermées et nous n'aurons aucune aide de l'extérieur pour un problème qui pourrait survenir dans cet avion. Voici notre plan et nos règles. Si quelqu'un, ou plusieurs personnes, se lève et déclare qu'il détourne l'avion, je veux que vous vous leviez tous. Prenez ce qui vous tombe sous la main et lancez-le-leur. Visez leur visage et leur tête pour qu'ils doivent lever leurs mains pour se protéger. Votre meilleure protection contre les cou-

teaux sont les oreillers et les couvertures. Ceux qui sont proches de ces gens devraient essayer de mettre une couverture sur leur tête : comme ça, ils ne pourraient plus voir. Une fois que ce sera fait, forcez-les à se coucher par terre et maintenez-les-y. Ne les laissez pas se relever. Je vais ensuite atterrir le plus près possible et nous nous en occuperons. Après tout, ces gens sont habituellement peu nombreux et nous sommes plus de 200. Nous ne les laisserons pas prendre le contrôle de cet avion. »

## Intolérance

D'autres techniques d'autodéfense se sont révélées plus funestes. En particulier, celles qui visent expressément les musulmans comme s'ils faisaient tous partie d'une cinquième colonne islamiste. Le *New Yorker* rapportait que le matin même du 11 septembre, un yéménite s'est fait congédier de l'entreprise de location de complets chics pour laquelle il travaillait depuis cinq ans à Detroit. Son patron a dit à la presse qu'il lui avait simplement suggéré de changer d'air pour une semaine, mais n'a pas caché son animosité pour tous les musulmans. Au Tennessee, un sikh s'est fait assassiner par un Américain islamophobe qui le croyait musulman.

Dans les universités, les menaces prennent l'allure d'attaques à la liberté de l'enseignement. À l'université de la Floride du Sud, un professeur d'origine palestinienne a été forcé de prendre un congé payé à cause de ses liens avec un terroriste du Hamas. Le FBI a enquêté pendant 10 ans sur Sami Al-Arian à cause de ces liens, sans être accusé. Mais un animateur du réseau Fox,

Bill O'Reilly, a ramené fin septembre les accusations sur le tapis au cours d'une entrevue en direct avec M. Al-Arian ; M. O'Reilly a notamment rappelé un discours de M. Al-Arian datant de quelques années, où il faisait l'apologie du jihad contre Israël, et a accusé son université d'être un nid à terroristes.

Même si elle était au courant de toutes ces histoires depuis belle lurette, la présidente de l'université a suspendu M. Al-Arian pour « enquêter sur les menaces de mort qu'il a reçues ». Mais au grand déplaisir du syndicat des professeurs, elle a aussi ajouté que le comportement de M. Al-Arian influencerait la date de son retour.

Au-delà de ces cas, où les Américains ont décidé de prendre leur destin en main, il existe aussi des exemples rappelant Ponce Pilate, qui est passé à l'histoire pour avoir refusé de prendre ses responsabilités. Notamment tous les cas de précheurs, comme Jerry Falwell, qui ont vu dans l'écroulement des tours jumelles un signe que Dieu est fâ-

ché contre l'Amérique, par exemple contre sa permissivité morale. Notamment, une histoire circule qu'une poutre en forme de croix a été retirée des ruines.

Cette semaine, dans le quotidien torontois *The Globe and Mail*, un des théologiens les plus influents de l'Église épiscopale américaine, John Shelby Spong, a durement dénoncé les discours moralisateurs. « Si Dieu avait voulu faire un signe, il aurait empêché les avions de frapper le World Trade Center », a dit M<sup>rs</sup> Spong, qui était évêque de Newark jusqu'à sa retraite. Il s'est dit « gêné » par les milliers de prières spéciales faites depuis le 11 septembre, qu'il qualifie de « lettres au père Noël écrites par des adultes ». « Dire aux gens que les victimes sont heureuses au paradis, et qu'elles ne veulent pas revenir sur terre, comme l'a fait Billy Graham, le conseiller évangéliste de la Maison-Blanche, n'est pas correct. »

Les fidèles doivent accepter que le monde est plein de hasards, se-

lon M<sup>rs</sup> Spong : les décisions de Dieu sont au-delà de notre compréhension et ne dépendent pas de nos prières. « Le Dieu sur lequel nous avions l'habitude de nous appuyer, le superparent, n'est plus. Il faut abandonner notre dépendance puérile envers un être surnaturel. »

Dans le rayon de la déresponsabilisation, on peut à la limite classer certaines alertes au bioterrorisme. Au Tennessee, une femme s'est vivement inquiétée d'une poudre sur son clavier ; le FBI a découvert qu'il s'agissait de miettes de biscuits, et la femme s'est souvenue d'en avoir mangé.

Plus près de nous, à Ottawa lundi dernier, un édifice fédéral a été vidé de ses 800 employés pendant deux heures et demie parce que le bureau de la ministre du Travail, Claudette Bradshaw, avait oublié avoir commandé du sirop d'érable pour des cadeaux. L'employé qui a appelé le 911 avait constaté qu'un épais liquide brunâtre s'écoulait d'un colis.

## PAKISTAN

Suite de la page B1

Même si un fort sentiment antiaméricain parcourt les étudiants — et la société pakistanaise en général —, ils approuvent le président Musharraf qui s'est rangé du côté des États-Unis.

« Il n'avait pas le choix, explique Mustapha, le copain de Bilal. Notre économie est dans un état épouvantable. Si nous n'avions pas appuyé les Américains, le Pakistan aurait croulé sous ses dettes. En prenant cette difficile décision, Musharraf a sauvé le pays. »

Dans les quartiers chics d'Islamabad, la raison l'emporte sur l'émotion. Les rues droites et quasiment désertes, où s'alignent proprement de grandes villas, forment un contraste saisissant avec les ruelles étroites et surpeuplées de Rawalpindi. Les fleurs rouges et orange des arbustes qui tombent en grappes sur les murs blancs ceinturant les grandes maisons apportent une étonnante touche de couleur et de fraîcheur qui tranche avec le

lourd nuage de poussière et de pollution des quartiers populaires. Ici, l'appui au président Musharraf est sans équivoque même si les États-Unis n'ont pas la cote. Appuyer Washington et tourner le dos aux talibans est une décision raisonnable, la seule possible. Mais la pilule est difficile à avaler. Par contre, la solidarité envers le peuple afghan est entière, solide comme un roc.

Zahid Kiani est ingénieur et sa femme, médecin. Il habite une de ces belles maisons d'Islamabad, avec muret, jardin et fleurs. Il réclame des preuves de la culpabilité de ben Laden, il demande pourquoi une nation aussi puissante que les États-Unis, avec tous ses alliés occidentaux, frappent un pays aussi pauvre et vulnérable que l'Afghanistan. Il appuie Musharraf même si c'est une décision crève-coeur et il n'a aucune confiance dans les Américains.

« Ils nous utilisent et lorsqu'ils n'auront

plus besoin de nous, ils vont nous laisser tomber comme en 1971 lorsque nous avons perdu le Bangladesh qui est devenu indépendant. »

Les intellectuels aussi se rangent du côté de Musharraf. Le Pakistan vit une des crises les plus graves de son histoire, jamais l'économie n'a été dans un tel état de délabrement, jamais l'équilibre de la région n'a été aussi précaire.

« Avant les frappes, les gens sympathisaient avec les Américains. Ils les voyaient comme des victimes. Avec les bombardements, le vent a tourné, affirme Jamil Raza, professeur au département d'études stratégiques à l'Université d'Islamabad. Mais le Pakistan est plus stable qu'on ne l'imagine et Musharraf contrôle la situation. L'armée l'aime et l'apprécie. »

« Les Pakistanais croient que Musharraf a pris la bonne décision même si les Américains l'ont acculé au mur. Le Pakistan a be-

soin des États-Unis, besoin de son aide pour rééquilibrer son énorme dette et briser son isolement international », croit Ahmed Reza, un chercheur en science politique.

Un sondage du magazine Américain *Newsweek* montre à quel point le Pakistan est divisé sur cette question. Seulement 51 % des Pakistanais approuvent l'appui de Musharraf aux États-Unis et 41 % sont contre. Il n'y a que 8 % d'indécis. Par contre, 83 % des personnes interrogées sympathisent avec les talibans, comparativement à un famélique 3 % pour les Américains. Autre donnée troublante : seulement 12 % des Pakistanais pensent que ben Laden est coupable et 48 % affirment que c'est Israël.

L'ingénieur Zahid Kiani, le nanti, le riche, qui vit dans sa belle villa d'Islamabad, conclut en lançant un avertissement. « Quand vous vous sentez impuissant et en colère, quand vous sentez qu'il n'y a plus de justice, vous nourrissez le terrorisme. »

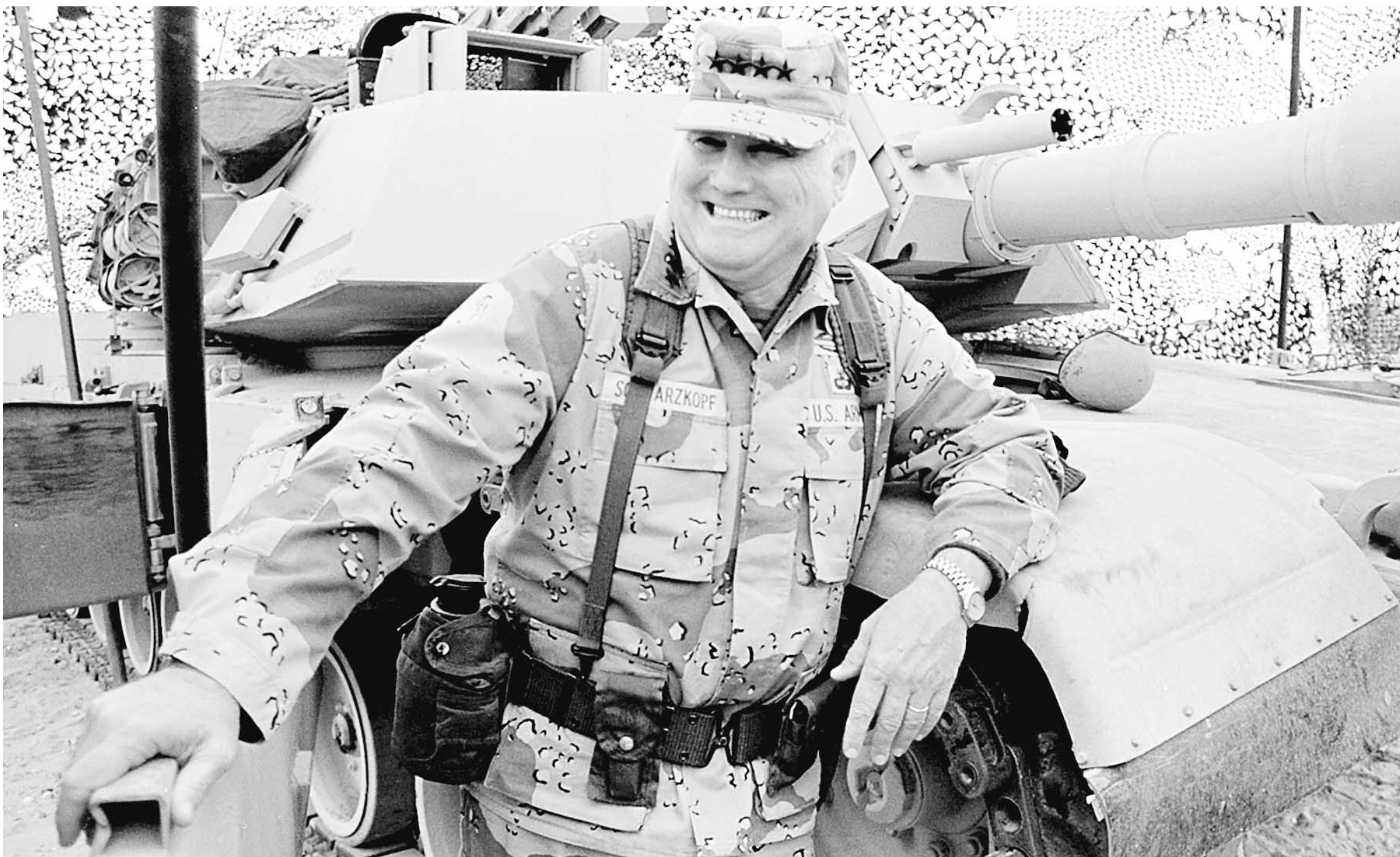
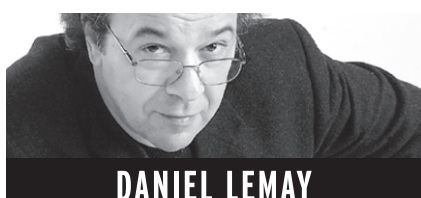


Photo Associated Press

Pendant la guerre du Golfe, le général américain Norman Schwarzkopf a réglé le « problème médias » en adoptant des méthodes éprouvées par ses patrons politiques : la « gestion de l'information ». Le Pentagone décidait de ce que la presse voulait savoir et Stormin' Norman livrait en personne l'information.

# La plume et le canon



DANIEL LEMAY

*Le général Sherman, héros de la guerre de Sécession, l'a dit: impossible de mener une guerre sous l'oeil d'une presse libre. Malgré des périodes d'accalmie, la relation*

*militaire-reporter a toujours été plutôt difficile. Par nature, le général n'aime pas répondre au particulier... Et cela est aussi vrai aujourd'hui, au moment où les bombardements alliés frappent l'Afghanistan, qu'au XIX<sup>e</sup> siècle.*

Un fait mieux en ne posant pas trop de questions, sauf à lui-même. L'autre gagne sa vie à en poser, tout le temps et à tout le monde. Plutôt conservateur, le premier se soumet aux objectifs du groupe et respecte l'autorité tandis que l'autre, plutôt libéral et indépendant, la questionne systématiquement.

Un monde sépare le soldat et le journaliste, couple dysfonctionnel qu'un siècle et demi de guerres a condamné à la cohabitation. Cohabitation pas trop pacifique depuis le jour où, pendant la Guerre de Sécession, le général William T. Sherman se vit obligé de livrer bataille à Goldsboro (Caroline du Nord) après que son adversaire sudiste eut lu dans le *New York Tribune* que les troupes de Sherman s'y dirigeaient. « Il est impossible de mener une guerre sous l'oeil d'une presse libre », avait plus tard déclaré Sherman à qui l'on doit la jolie formule « War is hell » (La guerre c'est l'enfer) en plus du concept de « guerre totale ».<sup>1</sup>

## Nourrir la bête

Un de ses émules, le général Norman Schwarzkopf, allait, plus d'un siècle plus tard, régler le « problème médias » en adoptant pendant la guerre du Golfe des méthodes éprouvées par ses patrons politiques : la « gestion de l'information ». Le Pentagone décidait de ce que la presse voulait savoir et, question d'éviter les intermédiaires maladroits, Stormin' Norman livrait en personne l'information au cours de briefings quotidiens télévisés en direct dans le monde entier : « Voici la cible irakienne avant notre passage et la voici après. Y a-t-il des questions ? »

« La fonction information était trop importante, je ne pouvais laisser ça à la presse », dira Dick Cheney, secrétaire à la Défense du temps. Les grandes organisations de presse américaines se plaignent des restrictions, surtout de la « pré-censure » qui consistait à interdire aux journalistes l'accès au champ de bataille ou à ne l'autoriser qu'à de petits groupes triés sur le volet (pools) et strictement contrôlés.

Au Kosovo, l'OTAN et le Pentagone se sont efforcés de nourrir la bête, 24 heures sur 24, prenant toute la mesure de « l'effet CNN », le plus important instrument de propagande du monde moderne. « Vous voulez des images ? En voilà ! »

Dick Cheney est aujourd'hui vice-président des États-Unis et, selon toute vraisemblance, le véritable officier des opérations de la

« guerre aux terroristes » de son président George W. Bush. L'ex-général Colin Powell, chef d'état-major à l'époque de la guerre du Golfe, est devenu secrétaire d'État et Donald Rumsfeld, à son deuxième tour comme secrétaire à la Défense, est l'aigle le plus secret de la Maison-Blanche. Questions ?

Oui... à Jacqueline E. Sharkey, auteure<sup>2</sup> et professeure de journalisme à l'Université de l'Arizona : les choses ont-elles changé depuis la guerre du Golfe ?

« Pas vraiment. Je suis troublée par la constance des efforts du Pentagone à ne pas divulguer l'information, même celle qui ne met pas en danger la sécurité militaire. D'autant plus que les journalistes ont toujours respecté l'entente de ne pas publier quoi que ce soit qui compromette la sécurité des opérations ou qui mette en péril la vie des soldats.

« Mais dans certains cas, comme dans la présente campagne, le Pentagone n'est plus la seule source d'information ; plusieurs reporters, par exemple, travaillent du nord de l'Afghanistan. »

— Les briefings quotidiens du Pentagone, par ailleurs, n'ont pas changé...

— Vrai. Vous avez toujours les vidéos avant/après la frappe et cette insupportable terminologie qui veut que l'on « tue » les avions (kill) alors que l'on parle des morts civils comme de « dommages collatéraux »...

## Un principe de guerre

Même si les généraux, à Londres, Washington ou Ottawa, ont une tendance naturelle à se cacher derrière le secret, la surprise reste un principe de base de la guerre, au même titre que l'action offensive, la concentration des forces et la simplicité du plan : l'ennemi ne peut se défendre contre ce qu'il ignore. Pendant la Deuxième guerre mondiale, une grande époque de coopération armée/médias, les généraux avaient l'habitude de briefier les journalistes AVANT les opérations ; 10 jours avant le débarquement en Sicile, Eisenhower avait expliqué son plan à une trentaine de journalistes américains, s'en faisant ainsi des « alliés ». Nonobstant les circonstances, c'est toujours là le dilemme du journaliste : copain-copain, on lui dit plein de choses qu'il ne peut pas toujours écrire...

La notion du « besoin de savoir » a certainement changé, mais des époques ont fait ressortir certains traits communs entre le militaire et le reporter. L'ambition et la soif de pouvoir ne sont certes pas le champ exclusif de ces professions, mais leur haut degré de compétitivité peut exacerber ces traits, surtout en

état de crise : la guerre du général est la grosse histoire du journaliste. Qui partagent par ailleurs le sentiment bien assis d'être, sinon au-dessus, en marge de la société, et la certitude absolue quant à leur rôle de protecteur de la démocratie et des intérêts supérieurs de la nation.

Plusieurs raisons ont depuis creusé l'écart entre les deux groupes : l'émergence de la télévision comme instrument de choc pendant la guerre du Vietnam et une méconnaissance mutuelle qui aux États-Unis, selon le professeur Sharkey, trouve son origine dans l'abolition du service obligatoire en 1973, un an après la fin de l'engagement militaire américain dans la région. « L'isolement de l'institution militaire n'a fait qu'augmenter depuis cette époque. Avant, tout le monde avait un fils ou un frère dans l'armée où toutes les couches de la société étaient représentées. Cela donnait à l'armée un caractère égalitaire et créait dans les familles américaines une conscience de la réalité militaire. »

Dans les familles et dans les médias... L'abolition du service obligatoire a aussi réduit à presque zéro le nombre de journalistes ayant une expérience militaire. Pour l'analyse de la chose guerrière, les médias s'en remettent pour la plupart à des officiers à la retraite — toujours présentés comme tels — qui, malgré leur talent et leur expérience, restent plus des militaires que des journalistes. À la conférence de presse quotidienne du Pentagone, nous n'avons pas encore vu d'anciens colonels questionner le secrétaire à la Défense sur le changement d'approche tactique ou le bombardement par erreur d'installations humanitaires...

## Un Canadien au Vietnam

Le véritable clash toutefois est survenu au Vietnam et il s'en trouve encore beaucoup aujourd'hui, chez les anciens militaires, pour dire que « les médias ont perdu le Vietnam ». Le général W.C. Westmoreland, accusé de toutes parts d'avoir perdu une guerre qu'il ne pouvait gagner, en avait surtout contre la télévision qui donnait selon lui « une image distordue de la guerre », la nature même de la télé donnant « des nouvelles réduites à des images dramatiques qui ont fait que la guerre que les Américains ont vue était presque exclusivement violente, misérable et controversée »<sup>3</sup>.

Le peuple américain n'avait jamais « vu » la guerre ; on l'en avait protégé. Par tous les moyens : la Deuxième Guerre était finie depuis longtemps quand le gouvernement a publié les photos des corps des G.I. morts sur les plages norman-



Photos AFP

Les briefings quotidiens du Pentagone sur les attaques en Afghanistan font échos aux rencontres avec les médias durant la guerre du Golfe : « Voici la cible avant notre passage et la voici après. Y a-t-il des questions ? »

des en 1944. CBS et Morley Safer, un journaliste canadien qui avait travaillé à la CBC, allaient changer l'Amérique.

1965. Les États-Unis ont 25 000 hommes au Vietnam — ils en auront sous Richard Nixon (1969) plus d'un demi-million — pour aider la république du Sud à résister aux « agressions communistes » du Vietnam du Nord et des Viêt-cong. Les journalistes n'ont pas à subir la censure de guerre parce que, officiellement, les États-Unis ne sont pas en guerre, ne l'ayant jamais déclarée. À Da Nang, un jeune officier des Marines informe Safer, nouvellement embauché par CBS, que son unité s'apprête à aller « rayer de la carte » le village de Cam Ne, « un nid de Viêt-cong ». Safer veut-il les accompagner ?<sup>4</sup>

Les images qui arrivent à New York montrent des Marines tirant partout — sans que l'ennemi présumé ne réplique —, lançant des grenades dans le moindre trou et utilisant des lance-flammes sur les huttes d'où sortent en panique, quand ils en ont le temps, des civils, hommes, femmes et enfants. Des Viêt-cong, pas la moindre trace.

Les nouvelles du soir mettent les É.-U. en émoi et les gens de CBS, Walter Cronkite en tête, sont traités de traîtres et de menteurs : « Nos boys ne peuvent pas brûler de huttes

au Vietnam. Les Américains ne font pas ça »... Le président Lyndon B. Johnson, hors de lui, commande une enquête sur Safer : « Ça doit être un communiste. » Non, c'est un Canadien au-dessus de tout soupçon. « Je savais que ce n'était pas un Américain... »

Pendant les 10 années suivantes, la guerre la plus médiatisée de l'histoire a vu s'affronter deux notions proches en apparence : la sécurité nationale, qui est la mission première des militaires, et l'intérêt national dont la presse se veut l'ultime gardienne.

Aujourd'hui, à l'ère des guerres nouvelles, les parties campent encore sur leurs positions respectives mais s'entendent toujours sur un point : « La vérité est la première victime de la guerre. »

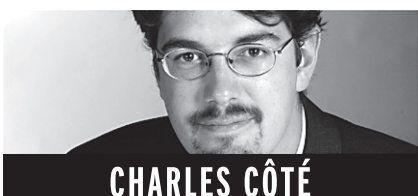
(1) *American Heritage*, July-August 1991, *Press vs Military*.  
 (2) Jacqueline E. Sharkey, *Under Fire — U.S. Military Restrictions on the Media from Grenada to the Persian Gulf*, University Press of America, Lanham, Maryland, 1995.  
 (3) Harry G. Summers Jr. *The Vietnam War Almanac*, Presidio, Novato (Calif.), 1999.  
 (4) David Halberstam, *Powers that be*, Dell Books, NY, 1979.



Photothèque La Presse ©

Les premiers bénéficiaires du système offshore sont les fraudeurs du fisc. Ensuite viennent, dans l'ordre, les politiciens et fonctionnaires corrompus, les trafiquants de drogues, les vendeurs d'armes et les passeurs d'immigrants illégaux, qui profitent du laxisme des systèmes bancaires comme ceux de pays comme Monaco.

# Quand la pieuvre offshore nourrit le terrorisme



CHARLES CÔTÉ

*Depuis les attentats du 11 septembre, les pouvoirs publics sont habités par un sentiment d'urgence : couper les sources de financement des organisations terroristes.*

*Leur premier objectif est de colmater les brèches offertes par les paradis fiscaux. Mais comme l'a démontré la Conférence internationale sur le blanchiment d'argent tenue à Montréal cette semaine, il y a loin de la coupe aux lèvres, comme l'expliquent nos journalistes.*

L'argent de la drogue et celui des fraudeurs de l'impôt se côtoient sous les tropiques et de nombreux experts estiment que la lutte contre le blanchiment d'argent, censée priver criminels et terroristes de leur financement, sera inefficace tant qu'on ne s'attaquera pas à toute la constellation offshore.

Réunis cette semaine à Montréal pour la Conférence internationale sur le blanchiment d'argent, ces experts soulignent que les attentats du 11 septembre avaient suscité un déblocage dans le dossier de la lutte contre les paradis fiscaux, mais ils doutaient que l'élan serait suffisant pour abattre la pieuvre offshore.

« Une coalition globale contre l'argent des terroristes ne tiendra pas quand viendra le temps de

combattre l'argent sale en général, estime Jeffrey Robinson, expert du blanchiment et du monde offshore. Les 3 à 5 trillions qui traînent dans les paradis fiscaux représentent une force politique énorme contre toute volonté de tenter de savoir à qui ils appartiennent. »

Le système financier offshore, dans lequel entrent chaque année 500 milliards US en produits de la criminalité, reçoit de cinq à 10 fois plus en produits de l'évasion fiscale. Ce sont ces sommes considérables issues de fraudeurs petits et grands qui rendent le système efficace pour tous les autres, trafiquants, politiciens corrompus et terroristes, qui s'en servent à leur tour.

Et il y a peu de personnes sur la terre mieux placées pour le savoir que Jack Blum, avocat de Washing-

ton. Ses clients sont des gens qui ont été floués grâce à des stratagèmes impliquant des paradis fiscaux, mais il conseille aussi les autorités américaines dans des poursuites pénales contre des fraudeurs.

« Le premiers bénéficiaires (du système offshore) sont les fraudeurs fiscaux, dit-il. Ensuite viennent, dans l'ordre, les politiciens et fonctionnaires corrompus, les trafiquants de drogues, les vendeurs d'armes et les passeurs d'immigrants illégaux. »

En dernier lieu, loin derrière, viennent les terroristes, dit-il.

## L'exemple du Nigeria

Cependant, loin de dissocier tous ces utilisateurs, Me Blum voit un lien direct entre l'existence d'un tel système facilitant la vie des

fraudeurs de tout acabit et la misère des populations de plusieurs pays du tiers-monde où la pauvreté est un ferment puissant pour le fanatisme religieux... et le terrorisme.

« Au Pakistan, Benazir Bhutto et son mari ont fait une razzia, et le taux d'illettrés est de 60 %, rappelle-t-il. En Indonésie, où il y a des émeutes religieuses, la famille du président Suharto a volé 40 milliards US et, pendant ce temps, le peuple indonésien n'avait pas d'éducation ni de chance d'améliorer son sort. »

« Prenons le Nigeria, poursuit Me Blum. C'est un pays de 140 millions d'habitants, un des plus riches du monde en ressources naturelles. Avant l'indépendance (en 1960), ils avaient les meilleures universités d'Afrique. Aujourd'hui, le pays est en ruines. Depuis l'indépendance, 125 milliards US ont été siphonnés. Le dernier dictateur, Sani Abacha, s'est taillé avec 4 à 6 milliards après cinq ans de règne ! L'argent est gelé, au Lichtenstein et ailleurs, mais encore rien n'est revenu au Nigeria, trois ans plus tard. »

Me Blum représente des intérêts nigériens dans cette affaire et il affirme que la cause est effroyablement complexe. Chacune des sociétés offshore créées pour ce gigantesque détournement a engagé une batterie d'avocats pour contester le rapatriement des fonds. Selon un autre expert, Luciano Guglielmini, de la Police nationale italienne, l'affaire ne connaîtra pas de dénouement avant cinq ou 10 ans. Pendant ce temps, le peuple nigérian croupit dans la misère.

« Tous ces gens ont utilisé les comptes secrets et les sociétés offshore, dit Me Blum. Et c'est le reste du monde qui a fourni les outils de ces crimes. »

Ce qui nous ramène donc dans les cabinets des avocats, les bureaux des fiscalistes et des courtiers, dans les succursales bancaires du monde développé.

La position de ces professionnels qui facilitent la fraude et le blanchiment est semblable à celle d'Humpty Dumpty, le personnage à la coquille fragile assis en haut d'un mur. Perchés à la frontière entre la sphère judiciaire et le monde interlope, les avocats, banquiers et courtiers risquent à tout moment de tomber d'un côté ou de l'autre et de voir leur carrière se briser en mille miettes. Ils peuvent tout d'un coup perdre leur vernis respectable, leur gagne-pain et leur train de vie, comme ce fut le cas pour le juge Robert Flahiff, reconnu coupable en janvier 1999 de blanchiment d'argent, à l'époque où il était toujours avocat.

Pour cette raison, Me Blum croit qu'il suffit de quelques poursuites pour enrayer une grande partie des activités criminelles dans les milieux professionnels. « Le principe derrière l'action judiciaire est la dissuasion et cela ne prendrait pas beaucoup de causes pour envoyer le message », dit-il.

C'est d'ailleurs ce que réclame depuis longtemps Jeffrey Robinson. « Il faut mettre des avocats et des banquiers en prison, lance-t-il. Il faut qu'il y ait dans chaque société offshore un vice-président-responsable-d'aller-en-prison. »

## Blanchiment d'argent: des pistes de solution



ANDRÉ CÉDILLOT

Il ne fait pas de doute que le trafic de drogue, le lessivage d'argent et le terrorisme sont étroitement liés.

Comme vient de le démontrer l'hécatombe de New York, le phénomène affecte bien plus que l'économie : il ébranle les valeurs morales, menace la démocratie et ouvre la voie à des bouleversements extrêmes de l'ordre mondial.

Les citoyens s'inquiètent, car ils ont le sentiment que les gouvernements et les spécialistes eux-mêmes sont désarmés. Comment s'est-on retrouvé, tous en même temps, dans une situation aussi précaire, et que peut-on faire pour traquer l'argent du terrorisme et du crime organisé ?

La Conférence internationale sur le blanchiment d'argent, qui s'est tenue cette semaine à Montréal, a levé le voile sur certaines causes et lancé des pistes de solu-

tion à l'échelle planétaire. En voici quelques-unes :

> accentuer la coopération internationale en créant une agence internationale qui favorisera la circulation des renseignements ;

> uniformiser et simplifier les traités d'entraide internationale de façon à accélérer les échanges entre les pays ;

> mettre sur pied un organisme de contrôle des transactions bancaires afin de faire pression sur les pays où le blanchiment est trop facile ;

> créer un tribunal pénal international pour juger les membres des réseaux de criminels.

### Le Canada mal vu

C'est drôlement audacieux de la part de la GRC, organisatrice de l'événement pour une deuxième fois depuis 1998, quand on connaît le peu de volonté du Canada et sa piètre réputation en matière de blanchiment d'argent.

« C'est tellement vaste et complexe qu'on ne peut tout faire d'un coup. Le Canada est en train de changer. C'est la politique du petit pas, ici comme ailleurs », a admis l'inspecteur John Mair, de la GRC, au moment de présenter

son bilan avec trois de ses collaborateurs du secteur privé.

Comme tout le monde, il espère que les attentats du 11 septembre ont ouvert les yeux des autorités et, surtout, que la terrible leçon servira. « Le Canada a préparé un projet de loi antiterroriste de 171 pages en trois semaines. Quand on veut, on peut, n'est-ce pas ? » a-t-il noté, enflammé.

Pourtant, ce n'est pas d'hier qu'on crie sur tous les toits que le Canada est un paradis pour les blanchisseurs d'argent, que le crime organisé est omniprésent, surtout à Montréal, et que le pays sert de refuge aux terroristes islamiques.

Jeffrey Robinson, auteur depuis 1994 de deux livres (*The Laundrymen* et *The Merger*) sur les rouages du blanchiment d'argent, n'hésite pas à qualifier le Canada de « lesiveuse du Nord ». Selon lui, les lois canadiennes ne sont pas assez sévères et les contrôles trop mous. Quant au travail des policiers, il est incohérent et rempli de complications inextricables, tant sur le plan opérationnel que juridique.

### Nouvelle agence de contrôle

À l'entendre, le nouveau Centre

d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (FINTRAC/CANAFE) qui ouvrira ses portes le 8 novembre prochain ne changera pas grand-chose. « C'est pas si mal, mais les employés de l'agence ne font pas d'enquêtes sur le terrain. Ils ne feront que signaler les cas de transactions douteuses aux corps de police », dit-il.

Selon lui, les policiers sont déjà débordés par les informations qu'ils reçoivent des banques sur une base volontaire. « Déjà, ils n'ont pas les moyens de tout enquêter », a souligné l'expert invité du CIBA.

D'un autre côté, Robinson se dit loin d'être certain que les avocats, les notaires et autres professionnels vont se soumettre à la nouvelle loi. « Ce n'est pas dans leurs intérêts, puisque ça va toucher leur portefeuille. S'ils refusent de négocier avec un client étranger qui veut investir ici en leur demandant d'où vient l'argent, le client va aller ailleurs », a-t-il dit.

L'organisme doit débusquer les transactions financières douteuses, tout en sauvegardant le droit à la vie privée. « À cause de la dualité de notre mandat, le travail sera

très difficile », a reconnu Peter Lemay, porte-parole de la nouvelle agence fédérale. Celle-ci comptera 130 employés à Ottawa, Montréal, Toronto et Vancouver. Une fois la machine bien huilée, on s'attend à effectuer 200 000 vérifications par année.

Comme quoi, à moins d'une situation d'urgence comme on l'a vécu à New York avec les terroristes et les Hells Angels à Montréal, depuis 1994, on n'est pas prêt de casser les grands criminels, presque toujours les mêmes, dont les noms sont mentionnés dans les enquêtes internationales.

Sans compter la corruption et le recyclage de l'argent que les groupes infiltrés dans la politique et les affaires exercent sur les programmes gouvernementaux et les appels d'offres de travaux publics.

« Ça reste un énorme fléau. Même si Cosa Nostra se fait moins visible, son influence politique reste grande », a répondu l'inspecteur Luciano Guglielmini, de la police nationale italienne, à l'issue de son allocution. Trop délicat peut-être, mais combien pernicieux, ce moyen de laver l'argent sale n'a pas été abordé à la conférence.

# Une loi antiterroriste n'élimine pas pour autant la menace



GILLES TOUPIN

*Au cours du dernier mois, des experts du ministère de la Justice du Canada ont été mobilisés pour rédiger la loi antiterroriste proposée par le gouvernement Chrétien.*

*Travaillant jour et nuit, ils se sont inspirés des initiatives mises en place dans plusieurs autres pays. Mais, comme le constate notre journaliste, aucune loi n'atteindra véritablement ses objectifs sans une volonté politique plus large, dépassant les frontières, et misant sur la coopération entre les services policiers, judiciaires et économiques des pays en lutte contre le terrorisme.*

Ce n'est pas parce que le Canada veut se donner à toute vapeur une loi antiterroriste que ses citoyens jouiront automatiquement d'une protection sans faille contre le terrorisme. Ce genre de déclaration n'est évidemment pas ce que nos politiciens veulent entendre en ce moment, pas plus que la grande majorité des Canadiens d'ailleurs, mais elle n'en affirme pas moins un postulat qui se vérifie. Combien de fois a-t-on rappelé dans la presse depuis le 11 septembre que les États-Unis, bien avant les attentats de New York et de Washington, avaient des outils législatifs pour lutter contre le terrorisme? Combien de fois aussi a-t-on rappelé que les États-Unis possédaient une politique d'immigration musclée? Tout cela n'a pas empêché les auteurs des attentats de se fondre en parfaite légalité dans la population américaine, sans éveiller de soupçons autour d'eux.

Un certain nombre de conditions sont essentielles au bon fonctionnement d'une loi antiterroriste, aussi bien ficelée soit-elle, et à la mise en application de la panoplie de mesures que le gouvernement fédéral a annoncé pour assurer la sécurité des aéroports, pour faire en sorte que sa politique d'immigration ne soit pas une porte ouverte aux terroristes et pour contrer la menace du bioterrorisme. Et il faut par-dessus le marché, ô ultime défi, que tout ce corpus de mesures ne vienne nullement se heurter à la Charte des droits et libertés, ce qui le transformerait inexorablement en un coup d'épée dans l'eau.

Ces mesures de tout acabit annoncées depuis quelques jours par le gouvernement fédéral, assorties du dépôt du projet de loi C-36 contre le terrorisme, sont-elles adéquates et répondent-elles aux objectifs qu'elles se fixent?

Pour comprendre leurs chances de succès et celles du projet de loi antiterroriste du gouvernement Chrétien, il faut d'abord se demander de quel modèle on s'est inspiré pour agir. Il faut se demander également si ce modèle a fait ses preuves.

On sait que le ministère de la Justice a mobilisé tout son personnel d'experts pour rédiger jour et nuit, pendant plus d'un mois, le projet de loi C-36. On sait également que ces experts en droit, une trentaine en tout, se sont inspirés de ce qui s'est fait aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Australie, en Nouvelle-Zélande et en France en matière de loi antiterroriste.

La définition notamment des « activités terroristes » qui se trouve dans C-36 s'est fortement inspirée de celles des Américains et des Britanniques. Est-ce que cela devrait nous rassurer? Peut-être pas. D'abord, nous l'avons dit, les États-Unis n'ont pas vu venir la tragédie du 11 septembre malgré leur loi et malgré la puissante organisation étatique dont ils disposent. Quant aux Britanniques, leur premier ministre, Tony Blair, a eu beau ces derniers jours se faire le chevalier blanc de la lutte antiterroriste, il n'est pas exempt de griefs de la part de ses partenaires de l'Union européenne qui reprochent à la Grande-Bretagne son laxisme dans la lutte contre le terrorisme.

La France est particulièrement outrée par l'attitude des Britanniques en matière de lutte contre le blanchiment de l'argent des terroristes. Mercredi de la semaine dernière, un rapport accablant, le rapport Montebourg, était déposé à l'Assemblée nationale contre la City, l'accusant de ne rien faire pour éliminer la porosité qui existe entre le blanchiment d'argent sale et le financement des activités terroristes. Les députés français dénonçaient, au grand dam des Britanniques, « l'importance, pour les organisations criminelles à visée terroriste, de la place de Londres et des territoires offshore de la Couronne ». Le rapport parlementaire français considère que la City et ces territoires offrent « un paradis non seulement fiscal, bancaire et financier, mais malheureusement judiciaire à bien des égards ». Les députés français déplorent, comme plusieurs magistrats européens, les

« graves difficultés rencontrées dans la coopération judiciaire » avec les autorités britanniques et dénoncent leur « aveuglement ».

Les Français, sans le dire ouvertement, sont également fâchés de la lenteur avec laquelle le ministère britannique de la justice et des affaires intérieures (Home Office) a accepté, la semaine dernière seulement, l'extradition de Rachid Ramda, soupçonné d'avoir participé à l'attentat dans le métro et le RER parisiens en octobre 1995. La France avait formulé sa demande en décembre 1995.

#### Le modèle français

On le voit bien, malgré la sévérité des lois britanniques — et françaises — en matière de lutte antiterroriste, ces dernières ne sont pas parvenues pour autant à contrer le terrorisme. La France, victime de nombreux attentats terroristes au cours des 20 dernières années, a certes oeuvré inlassablement à se doter d'un important arsenal juridique de lutte contre le terrorisme. Elle a notamment légiféré de façon efficace, ce qui lui permet de procéder à la dissolution des associations et des groupes qui se livreraient sur son territoire ou à partir de ce territoire à des agissements en vue de provoquer des actes de terrorisme en France ou à l'étranger. La notion dans la loi d'« association de malfaiteurs en

relation avec une entreprise terroriste » permet ainsi d'interpeller des individus soupçonnés d'appartenir à un groupe ayant des visées terroristes (qu'il s'agisse de structures clandestines ou des vitrines légales, associatives ou commerciales) avant le passage à l'acte.

Le modèle français a fait ses preuves. La France n'a pas connu d'attentats terroristes depuis 1996. En 1986 — ce qui fait horriblement défaut au Canada — elle a créé sa fameuse 14<sup>e</sup> section du Parquet de Paris dite « antiterroriste », qui est composée depuis des mêmes quatre magistrats dont les pouvoirs sont étendus et d'une compétence nationale. À l'heure actuelle, une douzaine d'enquêtes sont en cours en France à propos d'infractions liées à la mouvance islamiste. Sans compter les condamnations en septembre 1999 de 21 membres du réseau qui a préparé la vague d'attentats islamistes en 1995 et celles, en avril 2001, de 24 personnes, dont l'Algéro-Canadien Fateh Kamel, pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ».

De plus, la France vient d'annoncer, à la suite du 11 septembre, un durcissement de sa loi sur la sécurité quotidienne, respectant en cela la philosophie de l'ancien garde des Sceaux, Robert Badinter, qui disait que « l'État de droit, ce n'est pas l'État de faiblesse ». Malgré tout cela, certains élus français,

dont le socialiste Odette Grzegorzulka (Aisne), estiment que, malgré ses lois préventives dures, la France demeure un foyer de préparation du terrorisme...

C'est donc que, sans une volonté politique plus large dépassant les frontières, sans la coopération des services, judiciaires ou autres — comme le démontre l'exemple du blanchiment de l'argent dans la City —, les efforts de lutte contre le terrorisme sont mis à mal. Si les foyers de préparation du terrorisme ne sont pas éradiqués, les progrès demeurent insignifiants. En ce sens, la coopération entamée entre la police, les services secrets, les services douaniers canadiens et leurs pendants aux États-Unis — notamment le partage informatique des dossiers judiciaires — est sans doute l'une des mesures les plus lucides et les plus prometteuses annoncées par le gouvernement Chrétien ces derniers jours.

Quant au projet de loi canadien antiterroriste, les réserves et les inquiétudes qu'il suscite auprès de l'opposition, du commissaire à la vie privée et auprès de simples citoyens risquent de le miner considérablement si elles ne sont pas prises en compte par le gouvernement. Une loi ne saurait donner les résultats escomptés si elle ne s'imprègne dans son élaboration du consensus de la société qu'elle est sensée régir ou protéger.

Ainsi, outre la façon dont seront désormais permises les « détentions préventives » (sur simple soupçon de participation à une activité terroriste), bien des Canadiens s'inquiètent de l'abandon du « droit au silence » de tout prévenu ou témoin. Il est vrai qu'en contrepartie, si le témoin parle, il reçoit la garantie que ses déclarations ne sauraient servir à l'incriminer dans le cas d'une poursuite judiciaire. Mais, comme le faisait remarquer le député conservateur Peter MacKay jeudi devant le Comité de la justice, n'est-ce pas là une formule qui risque de permettre à des terroristes de s'en tirer à bon compte?

#### Les clauses crépusculaires

De plus, le débat autour des fameuses « clauses crépusculaires » semble faire ressortir que l'existence même du projet de loi antiterroriste constitue en soi une vic-

toire pour les terroristes. Le projet de loi C-36 suspend certaines libertés fondamentales traditionnelles du Canada — c'est le cas pour la détention préventive par exemple. Or, pourquoi ces articles considérés litigieux par beaucoup ne seraient-ils pas assortis d'une durée de validation limitée ou encore pourquoi ne feraient-ils pas l'objet d'une révision dans une année, plutôt que dans trois ans comme le prévoit le projet de loi? En fait, nos élus sont aux prises avec la contradiction de mettre au point une loi destinée à préserver le mode de vie des Canadiens mais qui, dans les faits, y porte atteinte. La clause crépusculaire permettrait de rendre passagère cette contradiction et de faire de la loi une véritable « loi d'urgence ». Le premier ministre a semblé sensible à ces arguments, cette semaine, aux Communes.

Enfin, le renforcement des mesures annoncées en matière d'immigration par la ministre Elinor Caplan, le 12 octobre, « pour lutter contre le terrorisme » suscitent à aussi bien des interrogations quant à leur efficacité. L'accélération notamment du processus de contrôle de sécurité pour les demandeurs de statut de réfugié ne conduira-t-il pas, en soi, à bien des injustices ou encore à des erreurs coûteuses sur le plan de la sécurité pour le Canada?

La plupart des experts en immigration au pays estiment qu'il est illusoire de prétendre pouvoir faire

des contrôles de sécurité sérieux en moins de 72 heures, comme l'exigerait la loi. Malgré les 2000 policiers supplémentaires que la GRC va dépêcher aux frontières pour attraper les trouble-fêtes, cela n'arrêtera pas les terroristes qui, comme ce fut le cas aux États-Unis pour ceux du 11 septembre, entrent avec des visas de touristes. Cela n'empêchera pas non plus l'arrivée de ceux qui n'ont aucun casier judiciaire. En quoi, de plus, l'intensification annoncée des mesures d'expulsion se marie-t-elle avec l'objectif du ministère « d'empêcher les terroristes d'entrer au Canada »?

N'aurait-il pas mieux valu donner un peu plus de mordant à nos lois sur l'extradition, notamment en ce qui concerne les personnes accusées de terrorisme? À l'heure actuelle, les longues procédures pour arrêter et extraditer les individus qui ont été mêlés à des activités terroristes à l'étranger sont susceptibles de nuire considérablement aux enquêtes internationales et aux bonnes relations entre pays amis. C'est sans doute là une des plus grandes lacunes de la loi antiterroriste.

Quant à l'introduction accélérée de la fameuse carte à puce pour les résidents permanents, elle semble satisfaire l'opposition. Madeleine Dalphond-Guiral, la critique du Bloc québécois en matière d'Immigration, estime que cette carte permettra d'éviter la falsification des documents. Beaucoup de faux réfugiés ont pu entrer au Canada, explique-t-elle, en fabriquant l'ancien document qui consistait en une simple feuille de papier 8 1/2 sur 11. La députée s'interroge cependant sur la nature des informations qui seront encodées dans la carte, d'autant plus que le commissaire de la GRC, Giuliano Zaccardelli, a confié cette semaine au comité des Communes sur l'immigration qu'il souhaitait que la carte contienne « le plus d'informations possibles ». À ce jour, le gouvernement est resté avare de commentaires sur la nature de ces informations. « Nous nous opposons à ce que ces informations soient reliées aux préoccupations sécuritaires de l'État, affirme Madeleine Dalphond-Guiral. Cette carte ne doit servir qu'à permettre aux résidents permanents de rentrer au pays à la suite d'une absence. Le seul élément de sécurité acceptable dans cette carte, c'est celui de réduire la possibilité de falsification. »

En fait, on le voit bien, toutes les lois et les mesures mises en place par l'État pour contrer la menace terroriste ne sauraient être efficaces sans qu'elles ne soient assorties de la volonté politique des pays concernés à se coordonner entre eux et sans qu'elles ne reposent sur l'appui des populations concernées. Un beau casse-tête en somme pour le gouvernement Chrétien. Surtout que, devant le caractère hautement irrationnel des actions que décide d'entreprendre un terroriste kamikaze, l'État — malgré ses bonnes intentions — peut être à tout moment ébranlé. Aucun gouvernement, peu importe la qualité de ses lois et des mesures antiterroristes adoptées, ne peut prétendre échapper entièrement à la menace permanente d'un attentat terroriste.

La définition des « activités terroristes » qui se trouve dans C-36 s'est fortement inspirée de celles des Américains et des Britanniques.

Le modèle français a fait ses preuves. La France n'a pas connu d'attentats terroristes depuis 1996.



Dès le lendemain des attentats du 11 septembre, aux États-Unis, des patrouilles spéciales des Forces armées canadiennes ont parcouru l'intérieur et l'extérieur de l'aéroport Pearson de Toronto, mitrailleuse en main.

Photothèque La Presse

# L'ANGOISSE DE LA



JUDITH LACHAPPELLE

Depuis deux semaines, tout le monde en parle, mais très peu s'y sont frottés pour vrai. Entre les nombreuses fausses alertes et les centaines de personnes qui ont été potentiellement exposées au bacille du charbon, «seulement» six personnes ont contracté la maladie, dont une qui en est morte. C'est à la fois peu (la grippe tue à elle seule 20 000 Américains chaque année) et énorme puisque aucun cas n'avait été signalé aux États-Unis depuis 25 ans. Histoire d'une bactérie dont la réapparition méduse les enquêteurs.



Les deux fameuses lettres qui ont accéléré le mouvement de panique aux États-Unis, l'une envoyée à NBC, New York et l'autre au sénateur Daschle à son bureau du Capitole, contenant le bacille du charbon.



Photo / ROBERT SKINNER, La Presse ©

C'était une lettre bien innocente pour les employés floridiens d'American Media Inc. Un fan de la chanteuse Jennifer Lopez avait envoyé une lettre d'amour «excentrique» à la star, une lettre apparemment si désopilante que les employés l'ont fait circuler sur tout l'étage. Dans l'enveloppe qu'il avait décachetée, le photographe Bob Stevens a aussi trouvé une brelaque qui ressemblait à une étoile de David et quelques pincées d'une poudre mystérieuse. «Une sorte d'aphrodisiaque!» a blagué l'un des employés.

La lettre est passée de main en main. Bob Stevens, qui avait une vision médiocre, a dû se coller le nez sur le papier pour arriver à la lire. Est-ce à cause de ce trop proche contact qu'il est mort, une quinzaine de jours plus tard, d'une infection pulmonaire causée par le bacille du charbon? Les enquêteurs ne le savent pas. Un autre employé d'American Media a été infecté, mais a été traité efficacement à temps. Quelque 700 employés et visiteurs des bureaux d'American Media à Boca Raton, qui ont pu eux aussi être exposés au bacille ont été traités aux antibiotiques.

La nouvelle du courrier contaminé a commencé à se répandre comme une traînée... de poudre. À partir de ce jour, tout colis suspect, toute substance bizarre allait provoquer la mobilisation des policiers et de leurs impressionnantes unités de décontamination. Mais il était déjà trop tard pour Erin O'Connor, assistante du chef d'antenne Tom Brokaw au réseau NBC à New York.

Le 25 septembre, Erin O'Connor a reçu à son bureau une lettre postée de St. Petersburg en Floride. Elle ne portait pas d'adresse de retour. Lorsqu'elle a ouvert l'enveloppe, elle y a trouvé un peu de poudre blanche et une note. «L'impensable. Surveillez ce qui arrivera bientôt.»

Le FBI en a été informé et est venu chercher la lettre le lendemain. Quelques jours plus tard, Erin O'Connor a commencé à souffrir d'une éruption cutanée virulente, qui n'a pu être soignée qu'avec de la ciprofloxacine. Perplexe, son médecin a tout de même signalé aux autorités sanitaires de la ville un cas possible d'infection cutanée au bacille de charbon. Celles-ci ont relayé l'information au FBI, qui ont ensuite ordonné des tests d'urgence sur la poudre de la lettre que Erin O'Connor leur avait remise. Une biopsie a ensuite démontré que M<sup>me</sup> O'Connor avait bien été victime de la forme cutanée de la maladie du charbon. Mais le FBI n'a trouvé aucune trace du fameux bacille dans la lettre du 25 septembre.

Erin O'Connor s'est alors souvenue d'une autre lettre, estampillée celle-là le 18 septembre à Trenton, au New Jersey, pas très loin de New York. Elle avait été ouverte par une autre employée et contenait une espèce de sable noir, que l'employée a jeté avant de remettre la lettre à M<sup>me</sup> O'Connor. La lettre avait été



Photo AP / LUIS M. ALVAREZ ©

Deux membres de l'unité spéciale d'investigation du FBI s'approprient à entrer dans l'édifice d'American Media Inc. Le 17 octobre dernier, des employés ouvraient une lettre contenant une poudre mystérieuse, lançant une psychose dans l'ensemble des États-Unis.

classée. Le sable noir, lui, contenait le bacille de charbon.

C'est également de Trenton, et probablement de la même personne, qu'a été postée la lettre poudrée que le sénateur Tom Daschle a reçu à son bureau du Capitole à Washington lundi dernier. Trente et une personnes ont été exposées aux spores de la bactérie et ont été traitées aux antibiotiques. Les deux lettres, ont confié des sources, contenaient «des propos anti américains et anti-israéliens, ainsi qu'une déclaration pro-musulmane». La substance trouvée dans la lettre destinée au sénateur Daschle — et qui contenait effectivement le bacille de charbon — a été décrite comme étant «très raffinée, très pure», «un travail d'expert».

Trois autres cas de contamination ont également été confirmés. Mardi dernier, les autorités ont confirmé que le fils de sept mois d'un producteur pigiste du réseau de télévision ABC à New York a aussi été hospitalisé à cause d'une infection cutanée due à la maladie du charbon. Sa vie ne serait pas en danger. On ignore encore comment le bambin a pu être en contact avec la bactérie; il a effectivement passé un moment aux bureaux de ABC le 28 septembre, mais rien ne dit qu'il n'ait pu contracter la maladie ailleurs. Aucun autre cas de con-

tamination n'a été signalé chez les employés d'ABC.

Jeudi, c'était au tour d'une employée de la salle des nouvelles du réseau CBS d'être touchée. Et un employé du bureau de poste de Trenton, d'où parviennent les lettres envoyées à NBC et au sénateur Daschle, a aussi contracté la maladie du charbon. De plus, des substances contenues dans deux lettres postées aux États-Unis et livrées au Kenya et en Argentine ont été identifiées comme étant des spores du bacille de charbon.

Les autorités américaines ont par ailleurs conclu formellement jeudi que la lettre reçue aux bureaux du géant informatique Microsoft à Reno au Nevada il y a une semaine ne contenait pas le bacille du charbon. L'enveloppe, contenant un chèque destiné à un vendeur malaysien, avait été renvoyée à l'expéditeur. Le chèque y était toujours, mais on avait ajouté dans l'enveloppe des images pornographiques saupoudrées d'une substance inconnue.

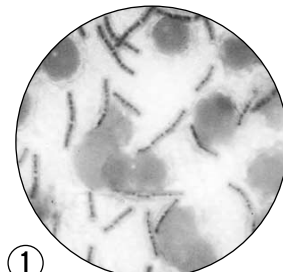
### Quand le bacille dort...

Les cas confirmés de contamination au bacille de charbon sont beaucoup moins nombreux que les fausses alertes qui se multiplient partout en Amérique. Le *New York Times* a également reçu la même lettre que le réseau NBC, celle qui avait été postée de Floride et dont la

**Les cas confirmés de contamination au bacille de charbon sont beaucoup moins nombreux que les fausses alertes qui se multiplient en Amérique du Nord.**

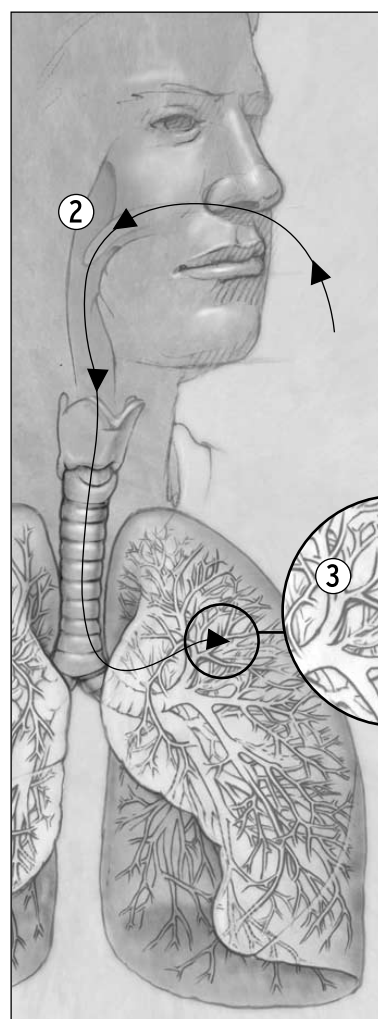
## LA MALADIE DU CHARBON

La maladie du charbon (ou anthrax) est causée par une bactérie que l'on trouve dans la nature et qui s'appelle *Bacillus anthracis*. Cette bactérie est susceptible de contaminer les poumons, la peau ou le tube digestif. En règle générale, les symptômes apparaissent dans un délai d'une semaine après l'exposition. Si un diagnostic est établi rapidement, on peut traiter le mal au moyen d'antibiotiques. Le Floridien qui a succombé au charbon avait contracté la maladie à la suite d'une inhalation. Dans un tel cas, si le mal n'est pas traité, l'issue est mortelle.



Spores de *Bacillus anthracis* en grappes, grossies presque 2000 fois.

### LE CHARBON PAR INHALATION



L'inhalation de spores de *Bacillus anthracis* est susceptible de provoquer la maladie si les spores pénètrent profondément dans les poumons, en particulier chez les sujets qui souffrent déjà d'une infection du système respiratoire, un rhume par exemple.

1) Les spores de *Bacillus anthracis* sont les formes dormantes de la bactérie. Tout comme des graines, elles germent uniquement dans un milieu chaud et humide.

2) Lorsqu'elles sont inhalées, les spores plus volumineuses se logent dans les voies respiratoires supérieures, où elles sont moins dangereuses.

3) Les spores plus petites pénètrent dans les alvéoles pulmonaires, culs-de-sac terminaux des subdivisions bronchiques. Le système immunitaire réagit alors, détruisant certaines spores, mais d'autres spores se trouvent transportées dans les ganglions lymphatiques dans la poitrine. Là, les spores germent. En une journée, ou bien dans un délai qui peut atteindre 60 jours, *Bacillus anthracis* commence à se multiplier, contaminant les tissus de la poitrine et produisant des toxines qui pénètrent dans la circulation sanguine. Dans les poumons, les toxines peuvent provoquer du saignement, une accumulation de fluide et une détérioration des tissus.

### LES AUTRES FORMES DE CHARBON

**CUTANÉ** Représente 95% des cas. Se propage par la peau lorsque les sujets sont en contact avec des tissus ou des peaux d'animaux infectés. Se manifeste par une lésion sur la peau qui finit par être recouverte d'une croûte noire. La maladie produit des maux de tête, des douleurs musculaires, de la fièvre, des nausées et des vomissements.

↳ Les antibiotiques le traitent efficacement. Sans traitement, cependant, environ 20% des cas sont mortels.

**GASTRO-INTESTINAL** Peut apparaître chez les sujets qui mangent de la viande pas suffisamment cuite d'animaux infectés. L'agent est susceptible de causer des saignements dans l'abdomen, ce qui entraîne la mort de tissus et potentiellement une septicémie mortelle.

↳ Sans antibiotiques, entre 25% et 60% des cas entraînent la mort.

substance n'était pas dangereuse. La lettre était destinée à Judith Miller, coauteure d'un best-seller sur le bioterrorisme.

La psychose causée par ces lettres poudrées dans les salles de rédaction des médias est telle que le *Times* a pris soin d'indiquer en une de son numéro du samedi «qu'aucun exemplaire de ce journal n'est imprimé à notre siège social de Manhattan». Farfelu? Et pourtant. Des vendeurs de journaux ont rapporté que des lecteurs n'achetaient plus les tabloïds d'American Media par crainte que le bacille de charbon ne se transmette par l'encre du papier!

Les experts sur la question s'égoïllent pourtant à répéter que la maladie du charbon n'est pas contagieuse et qu'il faut des conditions particulières pour réussir une contamination.

D'abord, il faut trouver le bacille du charbon, ce qui n'est pas une mince tâche. Des souches du bacille sont gardées dans certains laboratoires munis de niveaux de sécurité adéquats avec des normes de précaution sévères, mais il n'est pas dit qu'il est impossible de la voler ou de se la procurer auprès de laboratoires peu scrupuleux. Sinon, on peut toujours s'armer d'une pelle et de beaucoup de patience pour aller creuser dans un champ. «C'est un germe que l'on trouve normalement dans le sol où il y a des débris organiques», dit le Dr Jocelyn Delorme, du département de microbiologie à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont.

Ensuite, il faut avoir accès à un laboratoire bien équipé pour identifier la bactérie et la faire proliférer. «Une fois qu'on l'a fait reproduire, il faut la caractériser. On aura alors un

germe, le *Bacillus anthracis*, ce qui ne veut pas dire qu'on aura la souche toxique. Le *Bacillus anthracis* comme tel n'est pas dangereux. C'est lorsqu'il est infecté par deux plasmides (une sorte de virus qui infectent les bactéries) qu'il produit les toxines qui le rend dangereux. Si je trouve le germe dans le sol, ce n'est pas dit que je trouverai un germe toxique.»

Mais le germe fatal existe et le bacille du charbon a plus d'un tour dans son sac pour rester férocement en vie. «Il y a certaines bactéries qui, pour résister à un environnement qui leur est néfaste, ont une forme de résistance qui leur permet de survivre: les spores. C'est d'ailleurs pour éliminer les spores qu'on doit, par exemple, stériliser nos pots quand on fait des conserves à la maison. La bactérie se fait une forme de résistance qui lui permet de rester en vie avec un métabolisme pratiquement nul.»

Et la bactérie peut dormir longtemps, très longtemps en attendant le bon moment pour se réveiller. En 1942, l'armée britannique a fait des tests avec le bacille du charbon dans une île écossaise. Quarante ans plus tard, après avoir déversé des tonnes d'eau de mer sur les terrains contaminés, on retrouvait encore des spores. «Quand la spore trouve un milieu nutritif propice à se développer, comme un animal ou un humain, la spore va germer pour redevenir la bactérie, poursuit le Dr Delorme. Celle-ci va se proliférer tant qu'il y aura un milieu nutritif et une humidité adéquate. Quand les conditions ne seront plus favorables, la bactérie va se remettre à faire des spores pour survivre jusqu'au prochain épisode.» La spore est une très petite par-

# POUDRE BLANCHE



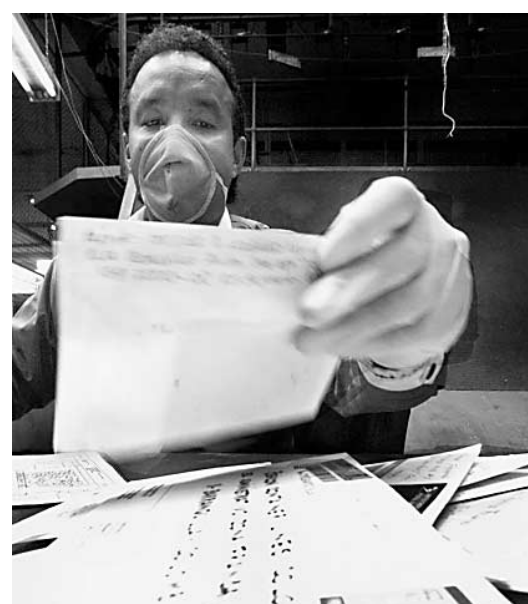
Photo AP

Les Américains anxieux, à la suite de l'envoi de lettres contaminées, vont s'acheter des antibiotiques au Mexique. En plus d'être moins chers, on peut se les procurer sans prescription.

Même en banlieue de Moscou, des mesures spéciales de sécurité ont été prises dans les bureaux de poste.



L'antibiotique ciprofloxacine combat efficacement la forme la plus connue de la maladie du charbon, les infections cutanées.



Les employés de la poste en Colombie doivent dorénavant porter des gants et un masque pour manipuler le courrier.



Après l'envoi de lettres aux États-Unis contenant le bacille du charbon, des mesures de sécurité ont été prises dans les bureaux de poste, un peu partout dans le monde, afin d'éviter la contamination.



Un employé des postes du Honduras porte des gants et un masque pour examiner un colis en provenance de Tel-Aviv, Israël.

ticule, comme une poussière, et est beaucoup plus facile à disséminer que la bactérie qui vit dans un milieu aqueux. Les spores déshydratées forment alors une poudre qui, comme de la farine, est très volatile. Et dans un laboratoire suffisamment équipé, dit le Dr Delorme, il est possible de fabriquer ainsi quelques grammes de spores en poudre.

Qu'arrive-t-il alors lorsqu'on est en contact avec ces spores? Il y a d'abord une période d'incubation de deux à trois jours avant que les bactéries ne s'éveillent complètement et commencent à proliférer et à causer la maladie du charbon. La forme la plus commune de la maladie, les infections cutanées, causera des plaies purulentes, des furoncles, qui vireront au noir, d'où la référence au charbon. La maladie se résorbera parfois d'elle-même, ou peut être efficacement soignée avec l'antibiotique ciprofloxacine. Elle est fatale dans 20 % des cas.

Dans le cas de l'inhalation du bacille, plus rare, il peut se passer jusqu'à 60 jours avant que les spores ne germent et que les bactéries ne passent à l'action dans les poumons. Les symptômes ressemblent alors à ceux d'un rhume, accompagné de douleurs abdominales. Lorsque les symptômes apparaissent, il est souvent trop tard pour vaincre la maladie. Elle est mortel dans 90 % des cas.

Encore plus rares sont les cas d'une infection par ingestion de viande provenant d'un animal infecté. La bactérie s'attaque alors au système digestif, causant vomissements et diarrhées, et est mortel dans de 25 à 60 % des cas.

Mais dans tous les cas, lorsque l'antibiotique est administré rapide-

ment après l'exposition, la maladie ne se déclarera pas. C'est pourquoi une contamination efficace doit se faire discrètement, le temps que les spores germent et causent la maladie. Et ces jours-ci, on ne peut pas dire qu'une poudre suspecte passe inaperçue!

#### De l'Ancien Testament à l'an 2000

Le fameux *Bacillus anthracis* n'est certainement pas un nouveau venu chez les microbiologistes. On croit même qu'il est à l'origine de la cinquième des dix plaies d'Égypte de l'Ancien Testament, celle qui, selon le récit qui en est fait dans le livre de l'Exode, fit mourir tout le bétail égyptien et épargna celui des «enfants d'Israël», vers 1491 avant Jésus-Christ.

Au cours des siècles, la maladie du charbon a frappé des dizaines de milliers de personnes qui avaient contracté, pour la plupart, la forme cutanée de la maladie. Celle-ci était souvent transmise à l'humain par la laine des moutons.

Car la maladie du charbon est essentiellement une maladie animale. Ce sont plus souvent les animaux dans les champs qui, tout à coup, entrent en contact avec la bactérie puis en meurent rapidement. On aurait à peine le temps de voir les symptômes que la bête a déjà rendu l'âme, dit le Dr Serge Messier, de la faculté de médecine vétérinaire à

l'Université de Montréal. Si on ne se souvient pas d'avoir vu un cas humain de la maladie du charbon depuis au moins 30 ans, la dernière mort d'un animal à cause de la bactérie au Québec remonterait à 1975. Mais l'été dernier encore, des cas ont été signalés chez des bisons de l'Ouest canadien.

Lorsqu'un animal est trouvé mort à cause d'une infection au bacille, il est recommandé de l'enterrer au plus vite pour empêcher les bactéries de se transformer en spores avec l'oxygène. De cette façon, dit Serge Messier, peu de bactéries arriveront à survivre.

Mais la méthode joue parfois des tours: lorsque, des années plus tard, des animaux seront infectés au même endroit, c'est à ce moment que les plus vieux se rappelleront que quelques animaux infectés avaient été enterrés à cet endroit à l'époque.

Comme il existe plusieurs souches du bacille de charbon, les enquêteurs s'emploient à ce moment à déterminer laquelle a infecté les travailleurs de Boca Raton, New York, Washington, Trenton et Reno. L'identification de la souche permettra peut-être de relier les cas entre eux et peut-être même remonter jusqu'au laboratoire qui est réputé garder cette souche. S'il est maintenant clair que les contaminations récentes sont l'oeuvre de terroristes (on avait d'abord cru que

Bob Stevens avait été en contact avec la bactérie lors d'un séjour dans les Everglades), le FBI hésite à lier directement ces actes à Oussama ben Laden ou à son groupe Al-Qaeda. Mais l'enquête tend à démontrer que tous les incidents seraient reliés à une seule et même source.

Pour se protéger du *Bacillus anthracis*, il ne sert pas à grand-chose de se munir d'un masque à gaz, de gants de latex, ou de faire des réserves de ciprofloxacine. Les autorités sanitaires ont d'ailleurs regarni leurs stocks de cet antibiotique fabriqué par la firme allemande Bayer et commercialisé sous le nom Cipro. Les spécialistes ont particulièrement mis en garde les Américains qui se sont rués chez le pharmacien et qui comptent avaler quelques capsules au cas où... L'utilisation sans raison de l'antibiotique causerait une résistance des bactéries. «Et en dedans de six mois, le Cipro ne servirait plus à rien», déclarait au magazine *Newsweek* un médecin de Houston. Il existe également un vaccin contre la maladie du charbon, mais il n'est administré qu'au personnel militaire et doit être renouvelé aux six mois, indique le Dr Donald Woods de l'Université de Calgary.

Mais le meilleur conseil est peut-être celui cité dans le quotidien *The Globe and Mail* par Allison McGeer, directrice du contrôle des maladies infectieuses à l'hôpital torontois Mount Sinai: arrêtez de fumer, bouclez votre ceinture de sécurité et faites-vous vacciner contre l'influenza. «Ces menaces bien communes, ironisait M<sup>me</sup> McGeer, sont beaucoup plus dangereuses...»

Sources: *Newsweek*, *Times*, *The New York Times*, *The Globe and Mail*.

**S'il est maintenant clair que les contaminations récentes sont l'oeuvre de terroristes, le FBI hésite à lier directement ces actes à Oussama ben Laden.**

**Bibliothèque  
et Archives  
nationales**

**Québec** 

*La Presse*

20 octobre 2001

Page B8 manquante

# Bush et Jiang confirment un rapprochement

Pékin n'approuve toutefois pas publiquement les raids contre les talibans

PHILIPPE DEBEUSSCHER  
Agence France-Presse

**SHANGHAI** – Les présidents américain et chinois, George W. Bush et Jiang Zemin, ont décidé hier d'unir leurs efforts dans la guerre au terrorisme et de mettre en sourdine leurs divergences, pour renforcer le nouvel esprit de coopération entre Washington et Pékin, lors de leur premier face à face à Shanghai.

Bush a déclaré avoir reçu de son homologue chinois « un ferme engagement de coopérer en matière de renseignements et dans la traque à l'argent terroriste », tandis que Jiang faisait état « d'une série de consensus sur toute une série de questions majeures, en matière bilatérale, sur l'antiterrorisme et sur le maintien de la paix et la stabilité ».

« Nous avons reçu du gouvernement chinois un très bon soutien en matière de renseignements. Il a aussi fermé sa frontière avec l'Afghanistan. Nous sommes très satisfaits », a précisé un haut responsable américain.

Jiang n'a toutefois pas publiquement approuvé les raids américains contre les talibans, se contentant de demander qu'ils visent « des objectifs clairement définis » et « soient

suffisamment précis pour éviter de faire des victimes innocentes ».

Bush et Jiang parlaient lors d'une conférence de presse conjointe, à l'issue de leur entretien. Ils participent ce week-end au sommet économique de l'APEC (Forum de coopération économique Asie-Pacifique), qui réunit à Shanghai 21 pays riverains du Pacifique.

« Nous avons une compréhension commune de l'ampleur de la menace posée par le terrorisme », a ajouté Bush. « Toutes les nations civilisées doivent s'unir pour vaincre cette menace et je crois que les États-Unis et la Chine peuvent accomplir beaucoup en oeuvrant de concert pour combattre le terrorisme », a-t-il dit.

Mais le nom d'Oussama ben Laden, le chef fondamentaliste considéré par Washington comme le commanditaire des attentats du 11 septembre, n'a pas été mentionné, selon un responsable américain.

Les deux dirigeants ont souligné l'importance qu'ils attachaient au développement de relations « constructives » entre leurs deux pays. Le porte-parole de la diplomatie chinoise, Zhu Bangzao, a précisé que deux mécanismes de dialogue à haut niveau seraient mis en place, l'un sur les questions stratégiques et l'autre sur la lutte antiterroriste.

Depuis les attentats contre les États-Unis, les relations américano-chinoises ont connu une transformation spectaculaire, se traduisant

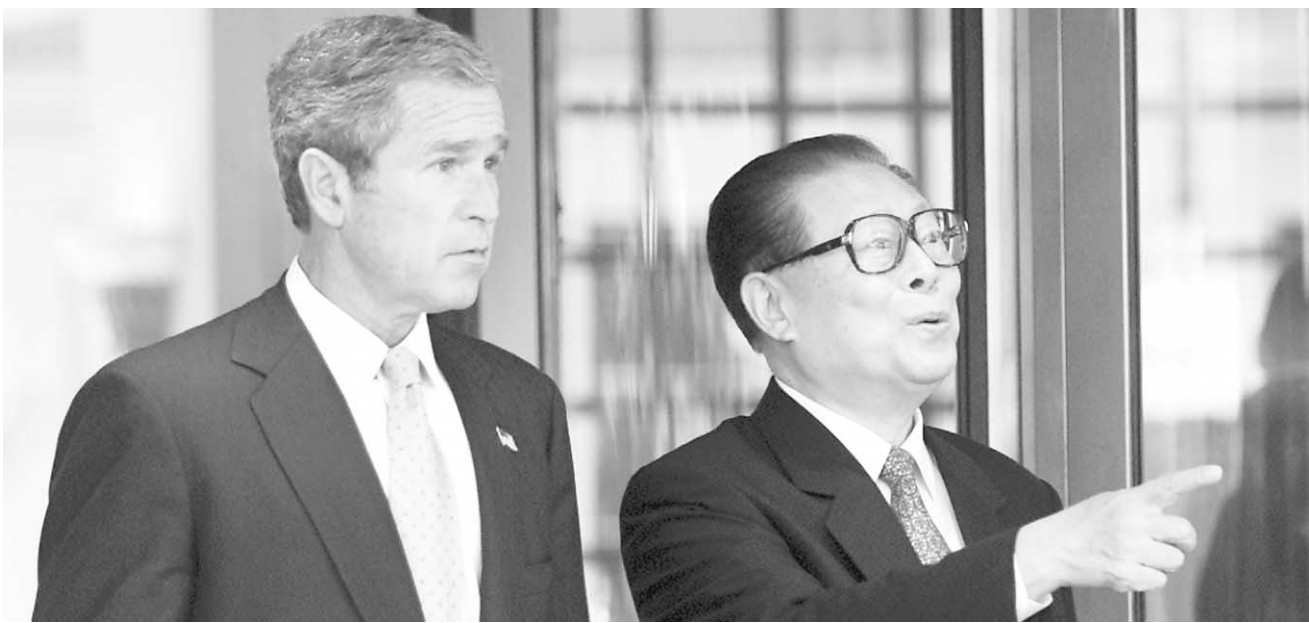


Photo Reuter

**Le président chinois Jiang Zemin attire l'attention de son invité, le président américain George W. Bush, sur un point d'intérêt, avant la conférence de presse commune qu'ils ont accordée hier à Shanghai.**

par un ton nouveau entre les deux pays.

Elles avaient pourtant subi un très net « coup de froid » à l'arrivée à la Maison-Blanche de Bush, celui-ci considérant la Chine comme un « concurrent stratégique », et s'étaient encore détériorées en avril lors de la collision d'un avion espion américain et d'un chasseur chinois.

Des responsables américains se sont dit encouragés par la coopération de Pékin dans la chasse aux instigateurs des attentats à New York et Washington.

Les batailles anciennes sur la question des droits de l'homme ont aussi cédé le pas à l'actualité plus immédiate. Lors de la conférence de presse, Bush s'est contenté de relever que la guerre contre le terrorisme ne devait pas « servir d'excuse pour persécuter les minorités », bien qu'il ait, selon son entourage, exhorté avec ferveur Jiang au respect des libertés religieuses.

Durant leur rencontre, l'un des principaux points de friction entre les deux pays, la question de Taïwan, est brusquement revenue au premier plan.

La délégation taïwanaise présente à l'APEC a décidé de quitter Shanghai pour protester contre le refus de Pékin d'inviter son principal représentant, l'ancien vice-président Li Yuan-zu, au sommet afin de limiter la participation de Taïwan à l'APEC au strict niveau économique.

Cet accès de mauvaise humeur ne semble pas avoir eu de répercussions sur le nouveau dialogue sino-américain. « C'est une question concernant le pays hôte », a déclaré un responsable américain ayant requis l'anonymat.

## L'événement «Récoltez les économies» à la Maison Sony

L'HIBERNATION EST PLUS AGRÉABLE AVEC DE BONS DIVERTISSEMENTS



Caméscope Digital 8 Handy Cam<sup>MD</sup>  
DCRTRV130 **949,99 \$** comprend une prime différée de 50 \$ avec achat du kit d'accessoires pour caméscope.



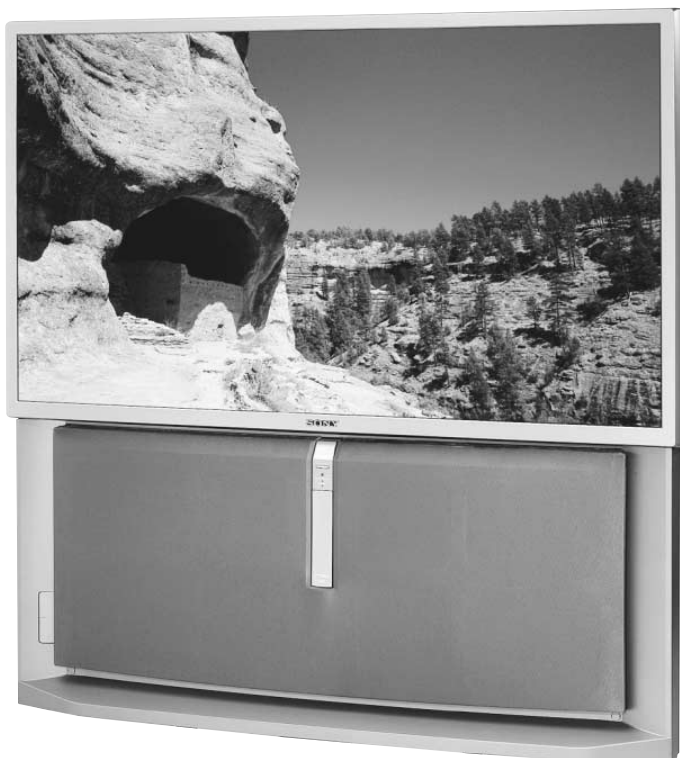
Microchaîne hi-fi à composants  
CMTEP30  
Était 249,99 \$  
**Maintenant 229,99 \$**



Radiocassette / CD portative stéréo  
CFDS38 Était 159,99 \$ **Maintenant 139,99 \$**



Appareil photo Cyber-shot<sup>MC</sup> de Sony  
DSCF505V  
Était 1 499,99 \$  
**Maintenant 1 199,99 \$**



**Lecteur DVD Gratuit\* à l'achat.**  
Téléviseur à projection grand écran de 51 po à compatibilité HD KP51HW40 **4 799,99 \$** \*Lecteur DVD gratuit d'une valeur de **349,99 \$** (DVPNS400D)



Téléviseur à projection Hi-Scan de 43 po à compatibilité HD  
KP43HT20 Était 3 499,99 \$ **Maintenant 2 999,99 \$**

Support assorti pour téléviseur.  
SU43HT5 Était 399,99 \$ **Maintenant 299,99 \$**



Lecteur DVD / CD / Video CD de Sony  
DVPNS300/300SM  
Était 349,99 \$ **Maintenant 289,99 \$**



Ensemble Dream System de Sony  
DAVS500 **899,99 \$**  
Comprend une offre différée The 6th Day et Vertical Limit



Appareil photo Cyber-shot<sup>®</sup> de Sony  
DSCP50  
Était 699,99 \$  
**Maintenant 599,99 \$**



«Téléchargez, transférez et partez»  
Enregistreur MiniDisc portatif Walkman<sup>®</sup>  
MZR500PC **299,99 \$** comprend étui avec pince de ceinture.

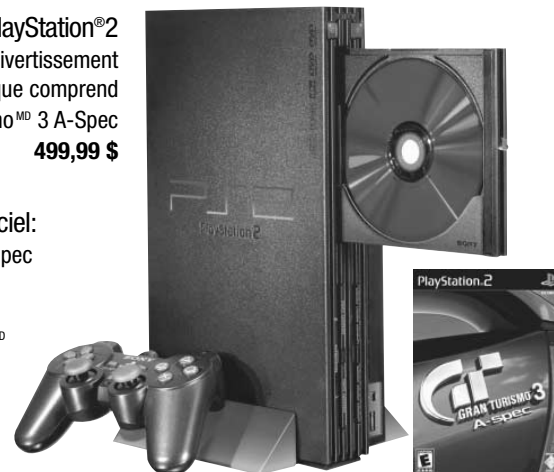


Radio-réveil AM/FM  
ICFC111 B/W  
Était 24,99 \$  
**Maintenant 19,99 \$**



PlayStation<sup>®2</sup>  
Console de divertissement électronique comprend Gran Turismo<sup>™</sup> 3 A-Spec **499,99 \$**

PlayStation<sup>®2</sup> Ludiciel:  
Gran Turismo<sup>™</sup> 3 A-Spec  
ATV Fury<sup>™</sup> Offroad  
ICO<sup>™</sup>  
Twisted Metal:Black<sup>™</sup> **69,99 \$** chacun



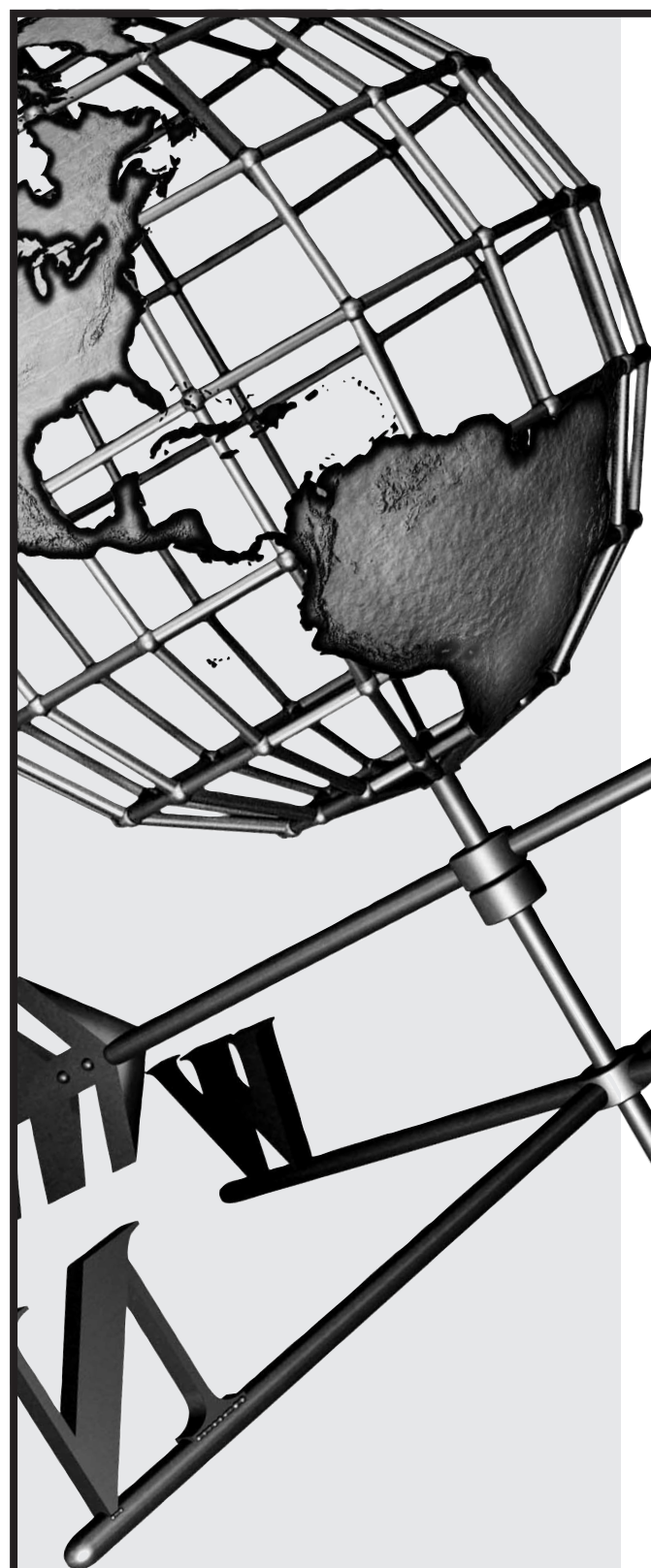
C'est le moment comme jamais de visiter un magasin Sony. Vous y rencontrez bien sûr notre personnel de ventes amical et ultra-compétent. Plus une foule d'articles à des prix très avantageux. C'est notre façon de vous dire «On vous attend !»

**Maison Sony**  
haut lieu du savoir

**BROSSARD** Champlain Mall (450) 923-6990 • **MONTRÉAL** Eaton Centre (514) 843-7557 • **POINTE-CLAIRE** Fairview Mall (514) 694-2727 • **LAVAL 2200** Le Corbusier Blvd. (450) 973-7669  
**SAINT-BRUNO** Les Promenades (450) 653-9066 • **VILLE d'ANJOU** Les Galeries (514) 353-3585 • **OTTAWA** Rideau Centre (613) 569-7669 • **Bayshore Shopping Centre** (613) 721-7581

SOUS RÉSERVE DE DISPONIBILITÉ. TOUS LES PRODUITS NE SONT PAS DISPONIBLES DANS TOUS LES MAGASINS.

© 2001 Sony du Canada Ltée. SONY, HANDYCAM, LA MAISON SONY et le logo SONY sont des marques déposées et CYBERSHOT, DIGITAL 8 sont des marques de commerce de Sony Corporation, Tokyo, Japan.



# Destination

## SALON INTERNATIONAL

### T O U R I S M E

### V O Y A G E S



**Angèle Coutu**  
porte-parole

**Europe, Pacifique, Asie, Orient, Méditerranée, Afrique, Destinations soleil, Amérique du Sud, Amérique du Nord...**

- Des centaines de destinations dont la France, le Mexique, Cuba et l'Italie, et plus encore...
- Des conseillers en voyages venus des quatre coins du monde pour vous faire découvrir leur pays, leur culture, leurs attractions touristiques et leur hébergement.
- De nombreux forfaits soleil pour la période des fêtes et la prochaine saison.
- Tous les services aux voyageurs réunis au même endroit : agences de voyages, assurances, passeports, douanes...
- Animation continue! Spectacles, danses, chants et conférences à notre Place d'animation et des vidéos captivants sur vos destinations de rêve à la Place du cinéma.

**27 et 28 octobre**

**Place Bonaventure • Montréal**

#### PLACE DU CINÉMA

- 11 h 30** La combine, présentée par le Ministère des affaires étrangères et du commerce international
- 12 h 15** Les 6 zones touristiques de Costa Rica (Version anglaise)
- 13 h 00** Un goût d'Irlande
- 13 h 45** Croisières sur les canaux d'Europe
- 14 h 30** L'Égypte a tout
- 15 h 15** La Barbade : au-delà de l'imagination
- 16 h 00** Visitez la Louisiane
- 16 h 45** 100 ans de magie au Walt Disney World Resorts en Floride
- 17 h 30** Le charme du Vietnam, commenté par Michel Larivière
- 18 h 15** La Grèce par les Grands Explorateurs
- 19 h 00** Immersion linguistique par Séjours linguistiques VTE
- 19 h 45** Le premier pas de votre voyage par le Bureau des passeports

## SAMEDI 27 OCTOBRE

#### PLACE D'ANIMATION

- 11 h 30** Conférence sur Bali, Chine et Japon
- 12 h 30** Ballet folklorique Hidalgo-Mexico
- 13 h 30** Danse irlandaise
- 14 h 30** Coup de cœur voyages avec Angèle Coutu
- 15 h 30** Danse et musique folkloriques de la Turquie
- 16 h 30** Danse folklorique égyptienne
- 17 h 00** Présentation des candidates venues de 60 pays pour le concours miss Global 2001
- 18 h 00** La danse Mergapaty d'Indonésie
- 18 h 30** Venezuela chante pour le Québec
- 19 h 30** Troupe de musiciens cubains Cruz Isaac

#### PLACE DU CINÉMA

- 10 h 30** Ixtapa-Zihuatanejo deux fois plus plaisant
- 10 h 45** Le complexe hôtelier El Senador s.a. de Cayo Coco
- 11 h 15** Visitez l'Espagne
- 12 h 00** Turquie, un pays unique
- 12 h 45** Croisières sur les canaux d'Europe
- 13 h 30** Impressions d'Allemagne
- 14 h 15** Le charme du Vietnam, commenté par Michel Larivière
- 15 h 00** Bonjour France
- 15 h 45** Pérou un rêve pour vivre
- 16 h 30** Ressentir l'Inde

\*Toute la programmation est sujette à changement sans préavis.

## DIMANCHE 28 OCTOBRE

#### PLACE D'ANIMATION

- 11 h 30** La danse Jaged Bumbund d'Indonésie
- 12 h 00** Voyager en famille avec Angèle Coutu
- 12 h 30** Prévention contre la fièvre aphteuse par l'Agence canadienne d'inspections des aliments
- 13 h 30** Ballet México Mágico
- 14 h 00** Folklore tunisien
- 15 h 00** Troupe folklorique Alizé de la Martinique
- 15 h 30** Danseurs de l'école Santropez et cours de merengue de la République Dominicaine
- 16 h 30** Venezuela chante pour le Québec
- 17 h 00** Tirage du concours du Salon international tourisme voyages 2001

**Rabais de 50 %**  
sur le prix d'un billet d'entrée adulte

Destination  
SALON INTERNATIONAL  
T O U R I S M E  
V O Y A G E S

Applicable à l'achat  
d'un billet d'une valeur  
de 9\$ taxes incluses,  
les 27 et 28 octobre 2001.

Coupon échangeable à la billetterie de la Place Bonaventure.  
Aucun facsimilé accepté. Non remboursable.

#### Heures d'ouverture

Samedi ..... 11 h à 21 h  
Dimanche ..... 10 h à 18 h

#### Prix d'entrée (taxes incluses)

Adultes ..... 9 \$  
Carte Accès Mtl ..... 7 \$  
Aînés et étudiants ..... 7 \$  
Enfants (6 à 12 ans inclus) ..... 4 \$

La billetterie fermera une heure avant la clôture du Salon



2987953A



Un événement



avec

En association avec



La Presse

## Faces connues en campagne au Nicaragua

d'après AFP

MANAGUA — Les visages d'Oussama ben Laden, Saddam Hussein, Fidel Castro et Mouammar Kadhafi sont utilisés depuis quelques jours, dans des messages publicitaires, par le parti du candidat libéral à l'élection présidentielle du 4 novembre au Nicaragua, pour mettre en garde les électeurs contre un vote pour le sandiniste Daniel Ortega.

« S'ils pouvaient voter au Nicaragua, il voteraient Daniel », affirme d'un ton ferme une voix avant d'ajouter : « Mais vous qui pouvez voter, dites non à Daniel car il est aux cotés des ennemis de la paix. »

Le message publicitaire, diffusé à la télévision aux heures de grande audience, se termine sur des images de Daniel Ortega en uniforme militaire, lorsqu'il était à la tête du régime sandiniste (1979-1990). Cette période fut marquée par une guerre civile entre les sandinistes et la guérilla « contra », soutenue par les États-Unis, qui a fait plusieurs dizaines de milliers de morts.

Selon la revue d'analyse politique nicaraguayenne « Confidencial », l'objectif de ce message publicitaire est très clair. « Soixante-quinze pour cent de la population considère que le candidat libéral Enrique Bolanos est plus proche des États-Unis que Daniel Ortega, et comme les gens préfèrent entretenir de bonnes relations avec les Américains, il ne faut pas faire confiance à Ortega », écrit-elle.

Le parti sandiniste a pour sa part estimé que l'idée qu'Ortega pouvait pactiser avec le terrorisme était totalement stupide.

La mission d'observation de l'Organisation des États américains (OEA) chargée de vérifier la transparence du scrutin a immédiatement réagi, jugeant cette propagande politique trop violente. « Ces messages heurtent la conscience des électeurs par son contenu injurieux et par les images rappelant un conflit qui appartient au passé », a déclaré l'un des responsables de la mission de l'OEA, Rafael Lopez Pintor.

À deux semaines du scrutin, les sondages prévoient un résultat très serré entre les deux candidats.

## Le Nigeria veut régler ses comptes

d'après AFP

LAGOS — La Commission nigérienne des droits de l'homme a mis fin à ses travaux après un an d'auditions, renvoyant trois ex-dictateurs devant le « tribunal de l'Histoire » après leur refus de comparaître devant elle. « C'est l'Histoire, et non la commission, qui rendra son verdict » sur les trois anciens dirigeants militaires nigériens, a déclaré son président, Chukwudifu Oputa, dans son discours de clôture.

Les ex-dictateurs Muhammadu Buhari, Ibrahim Babandiga et Abdulsalami Abubakar ont refusé de répondre aux convocations de la commission, qui désirait les entendre sur des accusations de violations des droits de l'homme à l'époque où ils dirigeaient le pays. Buhari et Babandiga avaient même tenté de faire annuler les convocations de la commission par la justice.

Les médias et les associations de défense des droits de l'homme ont condamné l'attitude des trois ex-dictateurs, dont les régimes sont accusés de meurtres, tentatives d'enlèvement, arrestations et détentions illégales, harcèlement et autres formes de violations des droits de l'homme.

La commission a été mise en place par le président nigérien, Olusegun Obasanjo, en 1999, peu après son entrée en fonction, sur le modèle de la Commission vérité et réconciliation sud-africaine, pour évacuer les rancoeurs et les injustices nées de décennies de régimes militaires.

Le président Obasanjo, qui a lui-même été à la tête d'une junte militaire nigérienne dans les années 70, avait montré l'exemple en se présentant devant la commission à deux reprises.

La commission, qui a commencé à siéger le 23 octobre 2000, a tenu des audiences publiques à Lagos et dans trois autres villes du pays.

Le saviez-vous ?

Les coopératives québécoises : deux fois plus durables que les autres entreprises

Industrie et Commerce Québec

Conseil de la coopération du Québec

2986772A

2986775A



EXPRESS INTERNATIONAL

## Gambie | Yahya Jammeh réélu

LE PRÉSIDENT GAMBIEN, Yahya Jammeh, a été réélu pour un deuxième mandat de cinq ans, a annoncé hier la Commission électorale indépendante. Il a remporté 52,96 % des suffrages lors du scrutin de jeudi, contre 32,67 % pour le leader de l'opposition, Ousainou Darboe, a précisé le président de la commission, Gibril Peters. Les trois autres candidats en lice, Hamat Bah, Mustapha Dibba et Siddia Jatta, ont recueilli les 14,37 % restant. La participation a été importante, soit 89,83 % des 500 000 électeurs inscrits. Des observateurs internationaux ont affirmé que les élections s'étaient déroulées sans problèmes dans le pays et qu'il n'y aurait pas eu de violences. La Gambie, un petit pays enclavé dans le Sénégal, compte une population d'environ 1,3 million d'habitants, qui sont en grande partie dépendants du tourisme et de la production de cacahuètes. — *d'après AP*

## Corne de l'Afrique | Encore prisonniers

LA MISSION des Nations unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE), chargée de surveiller le cessez-le-feu entre les deux pays, les a pressés hier de continuer de libérer leurs prisonniers de guerre respectifs. « Nous continuons à demander aux deux parties de remplir leurs obligations » consignées dans l'accord de paix signé le 12 décembre 2000 à Alger, a déclaré un porte-parole de la MINUEE. La semaine dernière, 24 prisonniers de guerre éthiopiens ont été libérés par l'Érythrée puis rapatriés sous l'égide du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Il s'agissait des premières libérations depuis sept mois. Depuis la signature de l'accord de paix, le CICR a organisé le rapatriement de 856 prisonniers érythréens et 677 éthiopiens. Au moment de la signature, le CICR avait recensé quelque 2600 prisonniers érythréens en Éthiopie et environ un millier d'Éthiopiens en Érythrée. — *d'après AFP*

## Norvège | Coalition de centre-droit

UNE COALITION MINORITAIRE de centre-droit, dirigée par le démocrate-chrétien Kjell Magne Bondevik, a pris les rênes du pouvoir en Norvège hier, deux jours après la démission du gouvernement travailliste pour cause d'échec électoral. « Je suis très satisfait de mon équipe », a déclaré Bondevik, 54 ans, après avoir présenté au roi Harald la composition de son gouvernement qui comprend 10 ministres conservateurs, six démocrates-chrétiens et trois libéraux. Aux dernières élections législatives, le 10 septembre, les travaillistes, force traditionnellement dominante du royaume, avaient essuyé leur revers électoral le plus cuisant depuis 1909 en ne recueillant que 24,4 % des suffrages. — *d'après AFP*

## Pologne | Vers l'Europe

LE NOUVEAU premier ministre polonais, Leszek Miller, a réaffirmé après son investiture hier sa volonté de faire entrer la Pologne dans l'Union européenne « le plus vite possible ». « Il n'y a pas d'alternative à l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne », a déclaré Miller, dont l'Alliance sociale démocrate (post-communiste) et son allié socialiste Union du Travail ont remporté la majorité aux législatives du 23 septembre, soit 216 sièges sur 460. Mais leur victoire relative les a amenés à conforter une majorité absolue au Parlement en prenant pour allié au gouvernement le Parti paysan traditionnel PSL (42 sièges) qui lui, n'est pas un Européen convaincu surtout en ce qui concerne le dossier agricole. — *d'après AFP*

## Bolivie | Touristes bloqués

QUELQUE 200 touristes européens, dont une cinquantaine de Français, étaient bloqués par un conflit social hier, pour la troisième journée consécutive, dans les Andes à près de 600 km au sud de La Paz. Des dizaines de villageois, protestant notamment contre les nuisances des deux hôtels où sont logés les touristes, à une trentaine de kilomètres de la localité de Uyuni, située près du désert de sel portant le même nom, bloquent la route d'accès aux établissements. Ils demandent notamment la fermeture des hôtels, qui sont construits à base de blocs de sel, car « leurs déchets polluent » le Salar de Uyuni, un désert de sel qui s'étend sur quelque 12 000 km<sup>2</sup>, à près de 4000 mètres d'altitude, au milieu des sommets andins. — *d'après AFP*

# vous en voulez plus ?

## plus de chances d'obtenir de plus gros rabais!

## moins d'exceptions! plus grand choix d'articles

## plus de chances de gagner\*\* votre achat!



# 10 % à 60 % de rabais

\*Des exceptions s'appliquent, précisions en magasin. \*\*Achat d'une valeur maximale de 1 000 \$.

Le samedi 20 octobre, de 8 h à 10 h  
2 heures d'aubaines lève-tôt!

**60 % de rabais**  
serviettes ToGo™ en éponge et en velours  
Serviettes de bain, **solde 6,99 \$ et 7,99 \$**

**50 % de rabais**  
couettes ToGo™ Supérieur en duvet d'oie blanche

**40 % de rabais**  
toutes les tenues d'extérieur pour la famille  
sauf les modèles Hilary Radley, Rainforest, Far West et Australian Outback

**40 % de rabais**  
• chapeaux, écharpes, gants et mitaines pour toute la famille  
• literie de luxe  
Marques Royal Velvet, Laura Ashley et autres.

**33 % de rabais**  
toutes les tenues de sport Nike® pour lui

**30 % de rabais**  
mode Haggard® pour elle  
Tailles courantes, petites et fortes.

Ces offres sont exclues des rabais Aubaines mystère. Autres exceptions : articles « Aubaine la Baie » et « Nouvellement réduit ». Tant qu'il y en aura. Sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire.

la **Baie**  
J'aime, j'achète!



Primes hbc

TRANSFORMEZ VOS ACHATS DE TOUS LES JOURS EN RÉCOMPENSES.

Amassez des points dans tous les magasins de la Compagnie de la Baie d'Hudson : la Baie, Zellers, Déco Découverte ou hbc.com

AMASSEZ RAPIDEMENT DES POINTS EN UTILISANT VOTRE CARTE LA BAIE, HBC OU ZELLERS. OBTENEZ 25 POINTS ADDITIONNELS POUR PRESQUE CHAQUE DOLLAR DÉPENSÉ.



Même le taux de financement  
a été conçu avec soin.



La fouguese A4. L'étonnante A6. La luxueuse A8. La pure et puissante TT et la superbe et audacieuse allroad quattro. Toutes disponibles avec la légendaire traction intégrale quattro<sup>MDI</sup>.



## FINANCEMENT DE 3,9%\* À L'ACHAT DE TOUT MODÈLE 2001 EN STOCK

**AUTO STRASSE INC.**  
5905, autoroute Transcanadienne  
Saint-Laurent QC  
(514) 748-6961

**LES AUTOMOBILES NIQUET**  
1905, boulevard Sir Wilfrid Laurier  
Saint-Bruno QC  
(450) 653-1553

**AUTOMOBILES E. LAUZON**  
1384, boulevard Labelle  
Blainville QC  
(450) 430-1460

**LES AUTOMOBILES POPULAR**  
5441, rue Saint-Hubert  
Montréal QC  
(514) 274-5471

**PARK AVENUE AUDI**  
8805, boulevard Taschereau  
Brossard QC  
(450) 656-4811

IL RESTE UNE QUANTITÉ LIMITÉE DE MODÈLES 2001. DÉPÊCHEZ-VOUS POUR OBTENIR UN MEILLEUR CHOIX.

L'AVANTAGE AUDI:  
SERVICES D'ENTRETIEN  
PÉRIODIQUE SANS  
FRAIS PENDANT  
**4 ANS**  
OU 80 000 KM

\*Traction quattro de série sur les S4 berlines, A6 2.7 T et 4.2 berlines, A8/L/S8, allroad quattro et TT Roadster et Coupé de 225 ch. \*Financement au taux annuel de 3,9 % offert par Audi Finance aux acheteurs admissibles pour des contrats de 12, 24, 36, 48 et 60 mois pour tous les véhicules neufs Audi 2001 livrés à partir du stock du concessionnaire. Exemple : Financement de 20 000 \$ au taux de 3,9 % équivaut à des mensualités de 589,60 \$ pendant 36 mois. Coût d'emprunt : 1 225,60 \$, pour une obligation totale de 21 225,60 \$. Les mensualités et le coût d'emprunt varient selon la durée du contrat, le montant emprunté, l'acompte versé ou l'échange. Prix réels établis par le concessionnaire. Tous les détails chez les concessionnaires participants. Offre d'une durée limitée et pouvant être modifiée sans préavis. « Audi », « quattro », « A4 », « A6 », « A8 », « allroad » et l'emblème des quatre anneaux sont des marques déposées de Audi AG. « TT » est une marque de commerce de AUDI AG. « Avantage Audi » est une marque de service de Audi of America, Inc. © Audi Canada 2001. Pour plus de renseignements sur Audi, composez le 1 800 367-AUDI ou visitez-nous à l'adresse [www.audicanda.ca](http://www.audicanda.ca)

# Crimes sexuels et destruction de lieux religieux s'ajoutent au dossier Milosevic

d'après AFP

**LA HAYE** — Le procureur du Tribunal pénal international (TPI) de La Haye, Carla Del Ponte, souhaite élargir, pour la deuxième fois, l'inculpation qui pèse sur Slobodan Milosevic pour son rôle lors de la guerre du Kosovo.

Dans une motion aux juges du TPI étayant cette requête, Del Ponte estime qu'une inculpation élargie doit notamment inclure, dans l'accusation de persécution, les violences sexuelles commises par les forces serbes au Kosovo ainsi que la destruction de lieux religieux.

Ce projet d'élargissement devrait également permettre de faire le lien entre les personnes tuées ou disparues dans deux lieux d'exécutions au Kosovo, à Suva Reka et Meja, et les corps découverts dans les charniers de Batajnica, près de Belgrade.

Les corps découverts avant l'été à Batajnica provenaient notamment d'un camion frigorifi-

que qui avait été coulé dans le Danube. Trois endroits de déportation ont également été ajoutés dans le projet d'amendement du procureur : Decani, Kacanik et Vucitrn.

L'acte d'accusation sur le Kosovo, qui date du 24 mai 1999, avait été amendé une première fois le 29 juin 2001. Les juges chargés du cas Milosevic devraient examiner cette nouvelle requête lors de la prochaine comparution publique de Milosevic devant le Tribunal le 29 octobre.

Milosevic devrait par ailleurs indiquer à cette occasion s'il plaide coupable ou non coupable des accusations qui pèsent sur lui dans le dossier croate. Il continue toutefois à défier le TPI en le considérant comme un « tribunal politique ».

Par ailleurs, le Comité international pour la défense de Slobodan Milosevic tient demain et lundi à Belgrade une conférence internationale pour la libération de l'ex-président yougoslave, ont annoncé hier les organisateurs.

Cette conférence réunira plusieurs dizaines d'experts en droit international, des artistes et des analystes venus de 15 pays, dont les États-

Unis, les Pays-Bas, la Grèce, et l'Italie, a précisé Vladimir Krsljanin, qui est à la tête du comité organisateur.

« Il y a un grand besoin de grouper au même endroit tous les arguments politiques et juridiques contre la détention de M. Milosevic et coordonner les activités visant à corriger cette situation », a expliqué Krsljanin, un haut fonctionnaire du Parti socialiste (SPS, opposition) de Milosevic.

L'ex-président yougoslave fait l'objet de deux actes d'inculpations du TPI pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre : l'un pour son rôle lors du conflit au Kosovo (1998-1999) et le second pour sa responsabilité dans la guerre de Croatie (1991-1995).

Par ailleurs, les avocats désignés par le TPI pour assister la cour (amicus curiae) dans le dossier de l'ex-président yougoslave présenteront bientôt au tribunal une série d'objections relatives à son autorité dans le cas de Milosevic, a indiqué à l'agence Tanjug un des ces avocats, le Yougoslave Branislav Tapuskovic.

## Comment Sarajevo vit le drame du terrorisme

AMRA HADZIOSMANOVIC  
Agence France-Presse

**SARAJEVO** — Ambassades fermées, arrestations en série, islamistes infiltrés, Sarajevo, la capitale bosniaque, qui garde encore les traces d'un siège interminable, se voit aujourd'hui particulièrement concernée par la menace du terrorisme islamiste.

Hier, pour le troisième jour consécutif, les ambassades des États-Unis et de Grande-Bretagne sont restées fermées en raison de menaces contre leur sécurité. Des policiers bosniaques, casqués et armés de pistolets-mitrailleurs, sont postés devant les deux missions.

Voisine de l'immeuble vétuste du gouvernement de la Fédération croato-musulmane, l'une des deux entités de Bosnie, la vaste représentation diplomatique américaine, entièrement ceinte d'un mur de béton élevé, semble pourtant bien à l'abri de toute agression.

Dans cette ville où la population est en grande majorité musulmane et où les mosquées se dressent à chaque coin de rue, on ne prend pas à la légère les menaces anti-américaines.

Soucieux de montrer sa bonne volonté à la communauté internationale, qui supervise toujours à ce jour la bonne marche du pays, le gouvernement central s'est hâté de dénoncer le terrorisme et d'assurer que la population de Sarajevo n'avait rien à craindre.

Jozo Krizanovic, membre croate et président en exercice de la présidence collégiale de Bosnie-Herzégovine, s'est adressé aux citoyens de son pays pour leur dire de ne pas s'inquiéter des menaces reçues par les deux ambassades.

Cependant, malgré leur discrétion, les autorités bosniaques n'ont pu cacher l'arrestation ces derniers jours de plusieurs étrangers, souvent venus de pays islamiques et disposant parfois de passeports bosniaques.

Si les autorités se gardent en général de divulguer les motifs de leur arrestation, suivie parfois d'une extradition, les informations de différentes sources indiquent qu'on les accuse de menées terroristes et qu'ils sont arrêtés à la demande des États-Unis qui ont fourni à la police de Sarajevo des listes de suspects.

Car la Bosnie-Herzégovine a gardé sur son sol des hôtes indésirables sur lesquels les terroristes peuvent compter. Baptisés « moujahidines », plusieurs milliers de combattants étaient venus de nombreux pays musulmans, Iran, Égypte, Algérie, pour prêter main-forte pendant la guerre de Bosnie (1992-95) à leurs coreligionnaires de l'armée bosniaque contre les forces serbes.

Mêlés à eux, certains des combattants étaient venus avec l'intention de gagner les musulmans bosniaques, la plus importante communauté du pays, à la cause d'un islamisme radical.

Pourtant habitués à une forte présence de la communauté internationale et aux innombrables véhicules militaires kakis de la Force de stabilisation de l'OTAN (SFOR), qui patrouillent dans les rues de Sarajevo, les habitants s'irritent parfois de ces mesures de sécurité renforcées.

Pour Amar, ingénieur de 36 ans, elles « encouragent l'hystérie anti-musulmane ». « Tout le monde va nous considérer comme des terroristes, déplore-t-il. Les Américains en font trop. Il n'était pas nécessaire de fermer l'ambassade », estime Lejla, un mannequin de 27 ans.

Selon la mission de l'ONU à Sarajevo, qui n'a pas jugé nécessaire de fermer ses portes, des graffitis et des affiches en faveur de ben Laden, l'ennemi public numéro un des États-Unis, ont fait leur apparition à Sarajevo et à Tuzla.

Très vite retirées, des affiches placardées dans une école secondaire de la ville au début du mois proclamaient : « Nous voulons une troisième et une quatrième guerre mondiale pour l'islam. Vive Laden. »

# BEAUTÉ

à la baie

## prime Christian Dior



### seulement @ la Baie

Obtenez cette prime exclusive de 7 petits luxes à l'achat de 35 \$ ou plus de produits de beauté ou de produits parfumés pour elle, signés Christian Dior :

- rouge à lèvres Rouge Collection • mascara Fascination, 3,5 g
- lait démaquillant douceur, 50 ml • lotion douceur sans alcool, 50 ml
- nutri-sérum rénovateur jeunesse NoAge, 10 ml
- eau de parfum J'adore en atomiseur, 1,2 ml • pochette à cosmétiques Dior

Offre en vigueur jusqu'au dimanche 28 octobre 2001 ou tant qu'il y en aura.

Cette prime n'est pas offerte à la Baie, Rivière-du-Loup.



**Nouveau! Addict de Dior**  
Le nouveau rouge à lèvres de Dior.

25 \$

la **Baie**  
J'aime, j'achète!



Primes HBC

TRANSFORMEZ VOS ACHATS DE TOUS LES JOURS EN RÉCOMPENSES.

Amassez des points dans tous les magasins de la Compagnie de la Baie d'Hudson : la Baie, Zellers, Déco Découverte ou hbc.com

AMASSEZ RAPIDEMENT DES POINTS EN UTILISANT VOTRE CARTE LA BAIE, HBC OU ZELLERS. OBTENEZ 25 POINTS ADDITIONNELS POUR PRESQUE CHAQUE DOLLAR DÉPENSÉ.

